

Éditorial

L'Histoire comme démythification

À l'heure d'écrire ces lignes, la vague « Emmanuel Macron » a déferlé sur le paysage politique de l'Hexagone. La France se retrouve « en marche » vers l'extrême centre, par-delà le clivage gauche-droite traditionnel, enjambant au passage les ruines du Parti Socialiste et des Républicains. Décrit comme le candidat du « flou », le nouveau président de la République française ne fait pourtant pas mystère de ses penchants idéologiques profonds. Ainsi, Frédéric Lordon prévenait-il : « C'est pourtant en Emmanuel Macron que s'expriment le mieux les affres d'une époque mourante mais qui ne veut pas mourir. Il était certain en effet qu'un monde pourtant condamné mais encore bien décidé à ne rien abandonner finirait par se trouver le porte-voix idoine, l'individu capable de toutes les ambivalences requises par la situation spéciale : parler et ne rien dire, ne rien dire mais sans cesser d'"y" penser, être à la fois parfaitement vide et dangereusement plein¹. »

Un monde pourtant condamné ? Cela reste à voir, tant le « ni droite, ni gauche » de Macron rappelle la fameuse « Troisième voie » de Tony Blair ou l'« agenda 2010 » de Gerhard Schröder en leur temps, et confirme une tendance déjà observée de dissolution des grands partis traditionnels au nom d'une reconfiguration annoncée tambour battant du paysage politique et d'un renouvellement supposé de son personnel et de sa « gouvernance ». Or, nous rappelle Alain Deneault cité dans l'article d'Olivier Starquit ci-contre, « entre Justin Trudeau et Stephen Harper, entre Hillary Clinton et Donald Trump, entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, on n'a pas tant eu le choix entre des options politiques fondamentales sur la façon dont le lien social et économique doit être institué à travers des structures publiques, qu'à un plébiscite forcé portant strictement sur le degré de violence que peut s'autoriser l'État pour faire valoir des règles socio-économiques ne relevant plus de lui, mais de puissances privées qui l'ont vassalisé. »

In fine, le bouleversement proclamé ressemble à s'y méprendre à une forme de statu quo. Cette politique de l'extrême centre, comme la qualifie Deneault, avec sa toute puissance managériale, son discours de normalisation qui exclut tout ce qui s'éloigne d'elle et sa tendance naturaliste à se présenter comme inéluctable, semblerait bel et bien devoir être considérée comme plus dangereusement pleine que parfaitement vide.

Dès lors, que faire ? Face à cette course vers le centre qui tend à court-circuiter le débat politique – jusqu'à le faire disparaître –, nous avons déjà évoqué les propositions de Chantal Mouffe de radicaliser la dimension conflictuelle de la démocratie et des rapports politiques (voir Aide-mémoire n°78). Ici, c'est un voyage au pays des communs qui est proposé. Qu'est-ce que le commun ? Une « utopie pragmatique » fondée sur un usage ancien et séculaire organisant collectivement l'exploitation des biens et ressources communs à tous, et donc n'appartenant à personne. À l'instar des anciennes communautés médiévales, il s'agirait, en réponse à la confiscation des leviers de décision, d'introduire, partout où c'est possible, des formes d'autogouvernement, de codécision et de co-obligation entre les acteurs engagés dans une même activité.

Ressusciter une tradition du Moyen âge à des fins de progrès démocratique peut sembler paradoxal à première vue. Mais ce serait oublier que le recours au passé, proche ou lointain, permet également de relativiser notre présent et ses vérités instituées. Ainsi, l'histoire du commun nous rappelle, entre autres choses, que la notion de propriété privée n'a pas toujours été toute-puissante, mais aussi que toute doctrine se présentant comme naturelle et inéluctable est elle-même le produit d'une construction historique. Comme l'écrivait Castoriadis : « Nous avons besoin tout d'abord de comprendre et d'interpréter notre propre société. Et cela, nous ne pouvons le faire qu'en la relativisant, en montrant qu'aucune des formes de l'aliénation sociale présente n'est fatale pour l'humanité, puisqu'elles n'ont pas toujours été là (...) »².

Le travail de mémoire sert aussi à cela : permettre, par la généalogie des concepts, de contribuer à démythifier les discours du présent. ••

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

De la
médiocrité
au
commun?



(cc)Amanderson

Au-delà du capitalisme : voyage au sein des communs

Par Jérôme Delnooz

« *There is no alternative* »... Depuis « les années Thatcher », la litanie néolibérale sonne, lancinante, et nous berce de certitudes, non sans effets dévastateurs... Pourtant, non, ces louanges ne doivent pas se faire prophéties autoréalisatrices.

Un changement de modèle est possible et devient même urgemment nécessaire. Et si, pour se distancier de cette doxa capitaliste, de cette manière de percevoir, de penser et d'agir qui paraissent « comme allant de soi », il était vivifiant d'effectuer un important bond temporel en arrière dans la grande Histoire ? Et si, paradoxalement, « pour assister à des matins qui chantent », il était salutaire d'explorer un aspect relativement méconnu du Royaume-Uni médiéval... Trouver des halos de Lumière dans l'« obscurantisme » moyenâgeux, avant l'essor même du capitalisme, en s'inspirant du système des « communs » et en l'actualisant pour contribuer à l'établissement d'un nouveau paradigme de société. Dans cette réflexion déclinée en plusieurs parties, pour

nous, point d'apologie sacralisante et fantasmée. L'analyse de cette « utopie pragmatique » se voudra intéressée et critique à la fois.

Les communs, ces ressources diverses qui n'appartiennent à personne à proprement parler, et qui appartiennent donc à tout le monde, régies la plupart du temps par un droit coutumier, sont l'expression d'un usage juridique oral spécifique, consacré par le temps et accepté par la population d'un territoire déterminé. Historiquement, on retrouve déjà leurs traces durant l'Antiquité, mais c'est dans l'Europe médiévale que les communs connaissent leur plus grande phase d'expansion.

> suite p.6

Du médiocre au commun

Par Olivier Starquit

Alors que les élections présidentielles en France viennent de consacrer le paragon suprême du centre, Emmanuel Macron, le Canada a une longueur d'avance en la personne de Justin Trudeau, ce qui a permis au philosophe Alain Deneault d'en ausculter les ressorts et rouages dans trois ouvrages¹. Si la gouvernance est la théorie, l'idéologie qui sous-tend le système, la médiocratie en est la modalité et l'extrême centre sa traduction politique.

La médiocratie

Le recours au terme de médiocratie ne vise pas à stigmatiser sur un plan moraliste les médiocres. Les pouvoirs institués ont confiné à la médiocrité des acteurs qui ne le sont pas nécessairement. Par ailleurs s'en tenir à la médiocrité suppose une certaine forme

d'exigence qui se traduit par un nivellement non par le bas mais par le moyen. En fait, c'est très exigeant d'être médiocre : il s'agit d'abdiquer son pouvoir de penser et de mettre de côté ses principes pour satisfaire les puissances auxquelles on loue ses dispositions intellectuelles et morales en veillant à rester dans le rang.

> suite p.6

¹ Frédéric LONDON, « Macron, le spasme du système » : <http://blog.mondediplo.net/2017-04-12-Macron-le-spasme-du-systeme>, 12 avril 2017.

² Cornélius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1999 [1975], p.42.

« À vous la parole ! » autour du film « Chez Nous »

Par Delphine Daniels et Julie Ricard

Le 5 avril 2017, un moment de rencontre et d'échanges ouvert à toutes et tous a été organisé aux Territoires de la Mémoire autour du film « Chez Nous » du réalisateur Lucas Belvaux.

Diffusé en pleine campagne présidentielle, « Chez Nous » est un « instantané » de la situation politique française, une situation marquée par le retour, 15 ans après le fameux duel Jacques Chirac-Jean-Marie Le Pen, d'un Front national français populaire avec, à sa tête, l'héritière, Marine Le Pen.

À l'échelle de l'Europe, on ne peut que constater que la France est loin d'être le seul pays marqué par ce retour des partis et idées d'extrême droite. La montée du populisme voire de l'extrémisme tend à se globaliser. À nos frontières, on peut penser au succès du Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas, de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ou encore du Parti de la Liberté autrichien (FPÖ).

La Belgique, un « village gaulois qui résiste encore et toujours » ?

Le film « Chez Nous » permet de mettre en miroir des réalités de vie révélatrices d'un certain contexte socio-économique. En partant du cas particulier de la France, il invite à la discussion et amène à s'interroger : Pourquoi des partis d'extrême droite remportent-ils un tel succès ? La Belgique est-elle épargnée ? Comment souhaitons-nous nous positionner face à cette réalité ?

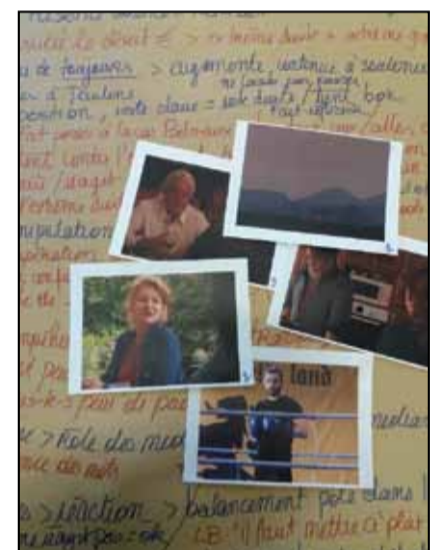
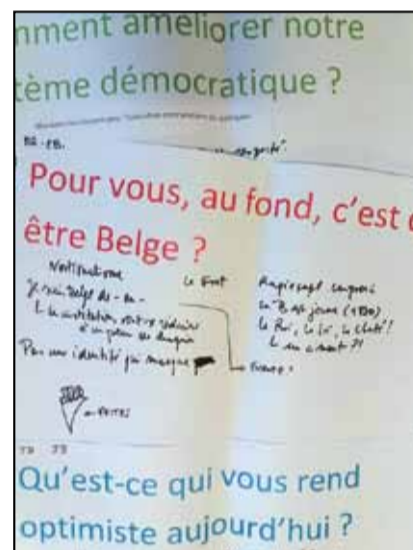
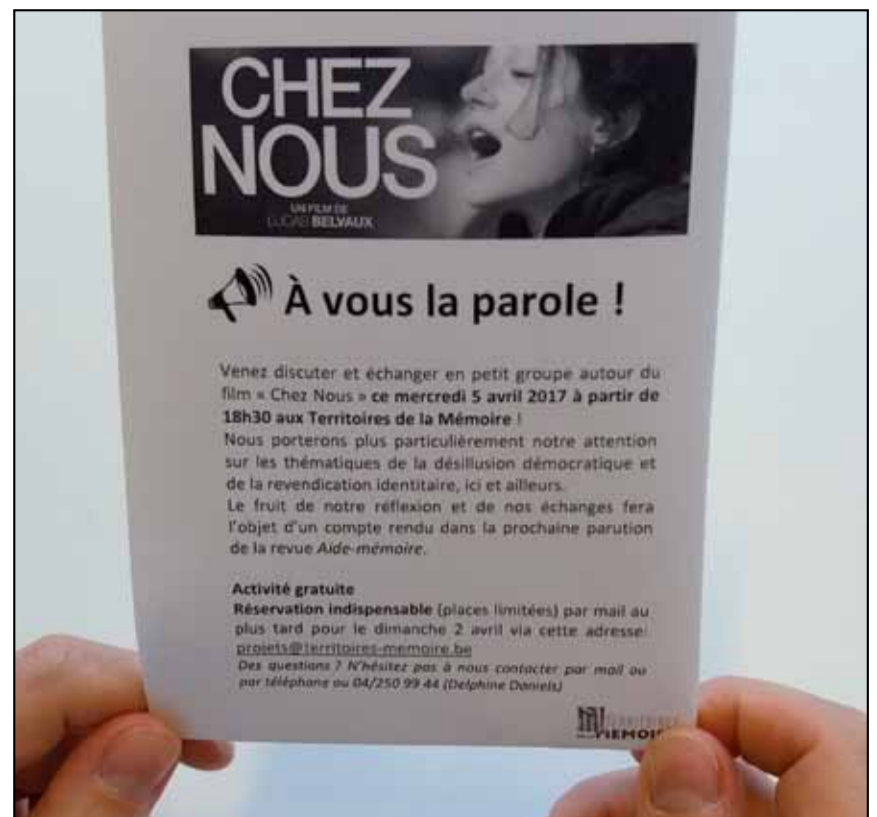
Lors de la première partie de notre rencontre, nous avons repéré de nombreux parallèles pouvant être faits entre la situation en France et le contexte politique, social et économique en Belgique : austérité, violence de la précarité, isolement, désillusion démocratique, sentiment d'insécurité qui peut amener à un repli identitaire, etc.

Pourquoi, dès lors, ne vivons-nous pas une situation analogue à celle de nos voisins ? Est-ce le résultat de la mise en place du cordon sanitaire ? Est-ce en raison de la présence d'autres forces politiques, institutionnelles, associatives, militantes, qui feraient barrages ? Bénéficions-nous de l'absence de partis politiques d'extrême droite forts ?

Une chose est certaine : il existe un terreau favorable à l'extrême droite en Belgique et les idées, elles, ne se cantonnent pas à certains partis politiques ni ne connaissent de frontières. Partant de ce constat, nous avons échangé, lors de cette rencontre, autour de trois questions centrales qui permettent directement d'appréhender, au moins en partie, la complexité de la situation actuelle et de mieux nous positionner vis-à-vis de celle-ci :

- 1) Alors que les partis d'extrême droite font l'apologie d'une identité nationale en crise qu'il s'agirait de sauvegarder et de réaffirmer (« on est chez nous ! »), finalement, pour moi, pour nous, c'est quoi être Belge ?
- 2) Dans un contexte de désillusion démocratique et de soif de changement politique, comment, selon moi, selon nous, améliorer notre système démocratique ? Quelles propositions et/ou initiatives existent déjà ?
- 3) Enfin, qu'est-ce qui me rend optimiste aujourd'hui et que j'aimerais voir se développer demain ?

Découvrez le compte rendu complet de nos échanges sur notre site internet et n'hésitez pas à vous en saisir pour poursuivre la discussion !



« En lutte. Histoires d'émancipation »

Exposition permanente à La Cité Miroir

Par Audrey Taets

À l'initiative du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl, cette exposition plonge le visiteur au cœur des combats pour l'égalité. Elle revient sur la mémoire des luttes ouvrières et rappelle que la solidarité sociale dont nous bénéficions aujourd'hui est un héritage commun précieux pour lequel se sont battus des générations de travailleurs. Conçue sous la forme d'un voyage dans le temps et guidée par l'image, le son, la lumière et la voix de l'acteur français Philippe Torreton, elle montre que les actions collectives peuvent déboucher sur des victoires sociales.

En lutte

L'exposition part de cette considération : l'émancipation ne peut être comprise qu'à partir des luttes sociales. Du XIX^e siècle à nos jours, des hommes et des femmes se sont mobilisés pour améliorer leurs conditions de vie. Leurs histoires sont celles de nos conquêtes, de nos libertés et de notre protection sociale. Cette exposition choisit donc de redonner la place à ceux que l'Histoire oublie trop souvent d'évoquer : ces porteurs de puissance d'agir qui ont lutté ensemble pour une société plus juste et solidaire. Ils constituent une véritable source d'inspiration, ici et maintenant, pour combattre le déficit démocratique et le dogme du tout au marché.

Histoires d'émancipation

Ce parcours fait le postulat qu'une société plus égalitaire est bien une question de choix de société. Les mutations profondes que nous vivons dans la société actuelle (mutations économiques, sociales, technologiques, écologiques,...) génèrent de l'incertitude et poussent parfois les citoyens à adopter des comportements de repli. Or, nous avons tous un rôle à jouer dans la question de l'intérêt général et du vivre ensemble. Cette exposition s'est construite avec cette visée audacieuse de redonner du souffle à

notre capacité d'agir, à faire changer les choses, à penser les enjeux de demain. Il s'agit, avec l'aide de l'histoire sociale, de déconstruire les rationalités fallacieuses et les prétendues fatalités, pour reconquérir du pouvoir sur notre devenir. Cette exposition donne de la connaissance, des outils, des armes et des rêves pour contribuer à l'émancipation collective.

Renseignements complémentaires :

Entrée de l'exposition place Xavier Neujean, 22 - 4000 Liège.
Prix : 5€ (adultes) • 3€ (étudiants/séniors) • 1,25€ (Article 27) •
1 accompagnant / groupe de 15 personnes.

Gratuité : carte Région wallonne, Educpass, Leraren Kaart.

À partir de 15 ans.

Durée de la visite : 90 minutes.

Horaire - départ de visite : du lundi au vendredi à 9h - 11h - 13h - 15h •
Samedi et dimanche à 11h-13h-15h

Du 1^{er} juillet au 31 août : départs à 11h - 13h - 15h (fermé le dimanche)

Entrée gratuite tous les premiers dimanches du mois

Réservations conseillées pour les groupes : +32(0)4 230 70 50 ou
reservation@citemiroir.be

Une publication exceptionnelle aux Territoires de la Mémoire

Les Territoires de la Mémoire ont le plaisir de vous annoncer la publication, dans la collection « Points d'encre », d'un ouvrage exceptionnel : *Le photographe de Mauthausen : l'histoire de Francisco Boix et des photos dérobées aux SS*, par le journaliste et historien espagnol Benito Bermejo.

Initialement publié en Espagne par les éditions RBA, ce livre constitue un témoignage unique au monde sur le camp d'extermination nazi de Mauthausen : des centaines de photos nous montrent, de l'intérieur, toute la cruauté du système concentrationnaire nazi. Ces images furent prises par les SS eux-mêmes lorsque le camp était en pleine activité, comme tant d'autres détruites par les nazis au moment de leur défaite. Comment celles-ci ont-elles pu être sauvées ? Grâce à Francisco Boix, un jeune homme à l'esprit vif, courageux et doté d'un fort caractère. Prisonnier à Mauthausen, employé au laboratoire photographique, il parvint, avec l'aide de ses compagnons, à les soustraire et à les cacher pendant des années.

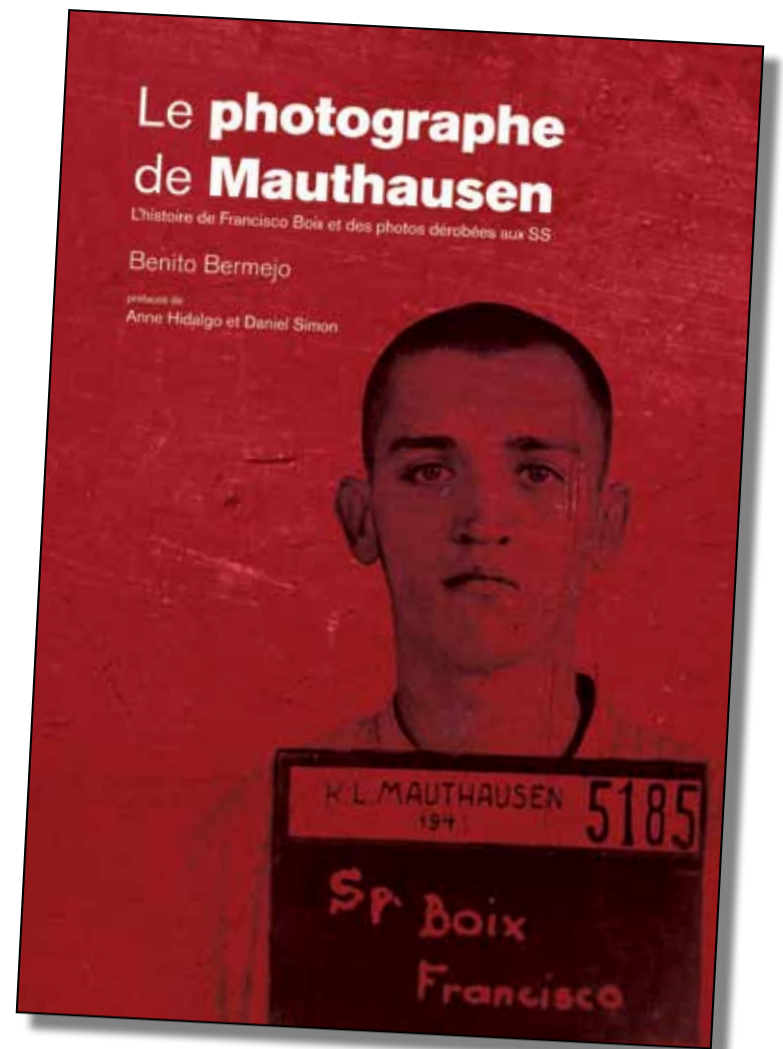
Parmi les clichés, les scènes les plus impressionnantes : aussi bien celles des derniers moments d'horreur que celles de joie de la liberté et la dignité retrouvées. Le témoignage de Francisco Boix, au cours duquel il produit certaines des photos dérobées, s'avère d'une importance capitale lors des procès qui se tiennent en 1946 à Nuremberg et à Dachau. Pourtant, 60 ans après la fin des camps, au moment où l'auteur de cet ouvrage s'intéresse à Francisco Boix, beaucoup de ces photos sont encore inédites. Le livre reproduit la déclaration textuelle de Francisco Boix devant les tribunaux de Nuremberg et de Dachau, ainsi que les photos qui illustrent son témoignage.

Francisco Boix Campo est né à Barcelone en 1920 et s'intéresse très tôt à la photographie. Au début de la guerre, Boix rejoint les Jeunesses socialistes unifiées de Catalogne, toujours un Leica à la main. Il prend part aux combats au sein de la 30^e Division. Lorsque la République s'effondre,

Boix prend le chemin de l'exil en France. Il est interné à Vernet d'Ariège et Septfonds, entre autres. Il est ensuite enrôlé dans la 28^e Compagnie de travailleurs étrangers, dans les Vosges. En mai 1940, il est fait prisonnier par les Allemands et, après un périple par plusieurs camps et par le stalag de Fallingbomel, il est conduit, avec 1506 autres républicains espagnols, à Mauthausen, où ils arrivent le 27 janvier 1941.

Après quelques mois, de par son métier de photographe, il est affecté au service chargé de l'identification dans le camp. Outre les clichés nécessaires à l'identification des prisonniers, des milliers de photographies prises par les SS sur la vie des camps passent par les mains des prisonniers travaillant dans ce service. Conscients de la valeur des documents, Francisco Boix et ses camarades s'organisent pour dérober et mettre à l'abri les clichés, par l'entremise des Espagnols du Kommando Poschacher qui travaillent hors de l'enceinte de Mauthausen et d'Anna Pointer, une citoyenne autrichienne qui cache les photographies à son domicile.

Francisco Boix réalise les premières photos, aujourd'hui célèbres, qui illustrent l'arrivée des alliés et la joie de la libération. Boix part ensuite à Paris en emportant une grande quantité de clichés. Il publie quelques photos qu'il a prises dans le camp dans des journaux et revues proches du Parti communiste français, travaille comme photographe de



presse dans diverses publications, comme *L'Humanité* et *Regards*.

Son état de santé étant miné par son séjour à Mauthausen, Francisco Boix meurt à Paris en 1951 et est enterré au cimetière parisien de Thiais. Le 16 juin dernier, conformément aux vœux de sa famille et de l'Amicale de Mauthausen, sa dépouille fut transférée au cimetière du Père-Lachaise lors d'une cérémonie officielle organisée par la mairie de Paris.



Réappropriation de l'espace public : un aéroport comme terrain de jeu

Par Gaëlle Henrard

Voyage à Berlin en avril dernier, les Territoires de la Mémoire et le Centre d'études « Démocratie » de l'Université de Liège participent à la visite d'un lieu pour le moins atypique : l'ancien aéroport de Tempelhof. Outre son caractère mémoriel en mille-feuille, ce lieu a des choses à nous apprendre en termes de dynamique démocratique.

Si l'on en croit la tendance à la privatisation de l'espace public par quartiers entiers et le phénomène de gentrification qui va grandissant dans les grandes comme les petites villes, le contexte ne semble pas propice à la mise en commun des ressources spatiales. Mais l'horizon ne semble pas pour autant bouché et des initiatives existent qui nous permettent de croire que d'autres façons de penser et de pratiquer la ville et l'urbanité existent. L'ancien aéroport berlinois nous fournit une bonne porte d'entrée pour se pencher sur le commun en le remplaçant d'où il vient : dans l'espace, la territorialité, et pour le coup dans l'espace urbain.

Bref historique du lieu

À l'image de la ville de Berlin, le site de Tempelhof, situé en plein cœur du centre urbain dans le quartier de Kreuzberg, connaît une histoire pour le moins chargée sur une période brève. Il est dévoué à la création d'un aéroport en 1923. Avec l'avènement du régime national-socialiste, le site prend de l'ampleur. Il est au passage utilisé comme camp de concentration – le camp de Columbia – où seront enfermés environ 10.000 prisonniers politiques (syndicalistes, communistes, socialistes) allemands. Au moment de la construction des bâtiments aéroportuaires par les nazis, les détenus sont envoyés au camp d'Oranienburg-Sachsenhausen à 30 km au nord de Berlin. De 1936 à 1941, l'aéroport est en plein travaux sous la direction d'Ernst Sagebiel, architecte favori d'Hermann Goering. Ce chantier constitue un élément clé dans les plans qu'Albert Speer conçoit pour la capitale du Reich millénaire, *Germania*. D'architecture typiquement national-socialiste, ce bâtiment est disproportionné par rapport aux besoins de l'époque et s'inscrit dans la folie des grandeurs de Hitler. Avec ses 300.000 m² de surface habitable, il est le 2^e plus grand bâtiment au monde dans les années 1930 au moment de sa construction.

Après la guerre, ce sont les Américains qui récupèrent le site et qui achèvent le bâtiment dans ses fonctions aéroportuaires. Il devient ainsi d'une part une base aérienne et d'autre part un aéroport commercial. C'est l'épisode du blocus de Berlin qui contribue à rendre cet aéroport particulièrement emblématique puisque c'est depuis ses pistes que la population de Berlin-Ouest sera ravitaillée. Du 23 juin 1948 au 12 mai 1949, le pont aérien est assuré par les fameux *Rosinenbomber* (ou *Candy bomber*) connus pour larguer des friandises aux enfants de Berlin-Ouest.

Tempelhof poursuivra ses activités aéroportuaires jusqu'en 2008. Malgré l'opposition d'une grande partie de la population berlinoise attachée à l'aéroport et à son histoire, celui-ci ferme ses portes le 31 octobre de cette même année.

Un terrain de jeu et d'expérimentation

Après la fermeture de l'aéroport, le plan de la Ville de Berlin était de construire pas loin de 5000 logements sur toute la périphérie du champ (1/3 de la superficie totale). Les Berlinois étaient assez divisés à propos de ce projet, *a fortiori* compte tenu des spéculations immobilières et du phénomène de gentrification dont Berlin, et notamment le quartier de Kreuzberg, font particulièrement l'objet. L'initiative citoyenne « 100% Tempelhofer Feld » décide alors de porter la revendication de maintenir en l'état le champ de l'ancien aéroport, « dénonçant ce qu'ils estiment être une fausse bonne réponse à la crise du logement à Berlin : selon eux, le problème du logement à Berlin n'est pas juste un manque de logements, mais un manque de logements abordables pour les catégories les plus modestes¹ ».

Un référendum² est organisé en 2014 et le projet de la Ville est rejeté à 65% par les Berlinois. Depuis et pour une durée de 10 ans, les anciennes pistes et espaces verts autour sont un parc public qui ouvre ses portes entre le lever et le coucher du soleil. Il est interdit d'y construire quoi que ce soit de nouveau ou même de le réaménager (interdiction de planter des arbres, d'installer des toilettes, etc.). Ainsi, jardins potagers communautaires, aires de jeux pour les enfants, aires de grill pour barbecue, skatepark, location de vélo, aires protégées pour la reproduction de l'alouette des champs qui est en voie de disparition (elle jouit ainsi d'un espace clôturé important surtout au printemps puisqu'elle nidifie au sol), etc... nourrissent les moments de loisirs et de détente des Berlinois. Si comme le bâtiment, le champ appartient à la Ville de Berlin, ces différents projets avaient été directement

proposés par les habitants par le biais de consultations publiques.

Au niveau des perspectives futures, il est permis de se montrer sceptique quant au maintien du champ comme espace ouvert. En effet, face au boom économique et à la forte attractivité que connaît Berlin, on peut imaginer qu'au terme de la période de statu quo prévue par le référendum, le projet de logements soit réactivé. Le collectif « 100% Tempelhofer Feld » a d'ailleurs relancé une campagne intitulée « Sauver la décision populaire ! ». En effet, en 2015, la loi promulguée par décision populaire pour le maintien du champ en l'état est modifiée par la Chambre des députés de Berlin, et ce pour héberger les réfugiés arrivés en nombre à Berlin et qui sont toujours logés de manière temporaire dans les anciens hangars de l'aéroport et dans des conteneurs construits en partie sur le champ.

Ce lieu reste donc un enjeu important en termes d'espace de vie partagé en plein centre-ville mais aussi en termes de démocratie directe et urbaine. Outre son histoire au cours du 20^e siècle, il constitue depuis plusieurs années un symbole de l'appropriation citoyenne d'une part du dispositif d'initiative populaire et d'autre part de l'espace public comme bien commun.

Une utilisation « entre-deux », le concept de *Zwischennutzung*

On peut raccrocher cette expérience de Tempelhof au concept de *Zwischennutzung* qui signifie « utilisation temporaire », « entre deux usages ». La règle de base, c'est qu'un bâtiment, un espace, doit pouvoir être utilisé. Cette tradition est fortement liée à l'histoire de Berlin et de son double visage à partir de sa division d'après-guerre et de la construction du mur. Plusieurs facteurs sont intervenus dans ce processus. Au moment où Berlin-Ouest est enclavée, beaucoup d'industries partent s'installer dans le sud de l'Allemagne de l'Ouest et le phénomène de désindustrialisation qui s'ensuit laisse de nombreux bâtiments vides. De là émerge une forte tradition de squats. D'autre part, avec la chute du mur, l'administration de Berlin-Est s'effondre et l'ancienne capitale de la RDA se retrouve dans une situation d'autonomie temporaire. L'utilisation intermédiaire apparaît alors comme une solution possible à la précarité. Des baux de *Zwischennutzung* sont ainsi signés. Le principe : un loyer dérisoire et une utilisation des espaces relativement libre, suivant des idées variées et pour des durées limitées. Cela a pu donner lieu à des projets divers : terrains de sport, campings, clubs, jardins, etc. La combinaison de ces différentes pratiques dans plusieurs quartiers berlinois, a fait de cette ville un véritable laboratoire pour la culture et les modes de vie alternatifs, les mobilisations collectives (dont beaucoup pour contraindre la politique d'inspiration néolibérale en matière urbanistique et de logements) et autres pratiques d'autogestion.

Si nombre de projets nés dans ce cadre ont légalisé leur occupation ou ont été récupérés par les pouvoirs publics ou par le privé, on peut se montrer positif quant à la dynamique participative, parfois autogestionnaire, qui a pu s'y déployer et qui continue de faire barrage, parfois péniblement, à des projets urbanistiques et immobiliers comme celui de Tempelhof ou comme celui, plus ancien, de Mediaspree. Celui-ci consistait en la privatisation des berges de la Spree pour en faire un quartier ultra moderne à l'architecture luxueuse et surdimensionnée, dédié aux entreprises de communication et de nouveaux médias. La mobilisation des citoyens (*Mediaspree versenken*, « Couler Mediaspree ») a permis, à défaut d'un sabotage complet, une forte revue à la baisse et a donné un signal fort aux élus puisque 87% de la population ayant participé au référendum s'est prononcée contre.

Ce principe du *Zwischennutzung* rend donc possibles des initiatives locales et des utilisations au service de la collectivité et non du bénéfice privé. Ce qui paraît important à remarquer dans ces occupations et « utilisations temporaires » c'est qu'elles s'inscrivent dans une *praxis*, et en cela, elles sont créatrices d'expériences concrètes en termes de mobilisation, d'organisation et de gestion du « commun » en



milieu urbain. Elles peuvent aussi former le regard des citoyens, des habitants, en montrant qu'un espace, un coin, un terrain, un bâtiment laissés à l'abandon peuvent être découverts et investis pour y développer des activités, pour s'y retrouver, pour se montrer créatif et sortir de la contrainte que peuvent présenter certains lieux institutionnalisés. Ce qui est important avec ces lieux, c'est leur caractère ouvert et en transition, ils ne sont – temporairement, du moins – dévoués à rien de défini. En France mais aussi en Belgique, on parle d'« interstices urbains », des lieux « vides », en attente, entre deux usages. Ces espaces urbains émergent depuis la fin des années 60 un peu partout dans les villes post-industrielles.

Penser la ville démocratiquement

Ces expériences, dans leur diversité et chacune avec ses enjeux spécifiques, nous parlent de démocratie urbaine, de comment on vit dans la ville, comment on s'y rencontre, comment on y déambule, comment on partage et se partage l'espace. Le champ de Tempelhof, c'est peut-être avant tout un champ des possibles, un espace de respiration dans des cadres urbains souvent saturés, où peuvent s'inventer d'autres modalités, d'autres façons de... Pour l'urbaniste danois Jan Gehl, qui a notamment travaillé à la reconception des espaces urbains de Copenhague, « l'espace public devrait figurer parmi les droits de l'homme. Il paraît [selon lui] élémentaire de pouvoir profiter d'un lieu où rencontrer d'autres personnes, de pouvoir savoir à quoi ressemble nos voisins ou les habitants d'une autre partie de la ville qui font tous partie de la société à laquelle on appartient³. »

L'espace urbain est une question cruciale quand on aborde les problématiques relatives à la dynamique démocratique et à sa réappropriation. Paradoxalement, ce qui nous est le plus visible dans la vie en ville, l'espace, les rues, comment les quartiers et les bâtiments sont agencés, comment certains espaces sont ouverts et d'autres fermés, semble largement absent à notre pensée, comme si tout cela avait été là de tout temps, donné d'avance et ne pouvait être réagencé. Or, il s'agit bien d'une conception et cela peut donc être, dans une perspective plus participative, (re)pensé et réinvesti par les usagers mêmes de ces espaces.

« Peut-être (...) que la vraie démocratie urbaine, c'est une démocratie, celle des habitants bien entendu, qui peut buter sur le pouvoir urbain tel qu'il est mais qui n'a peut-être pas besoin d'être liée au pouvoir urbain. Une démocratie urbaine, au sens le plus fort du terme, elle devrait avoir quelque chose d'un peu autogestionnaire, d'un peu autoproductive, elle devrait être capable de s'organiser par elle-même. Mais moi je pense qu'il faudrait ne pas avoir peur d'avoir des territoires semi-occupés. (...) Aujourd'hui, on a plutôt une tendance globale de l'urbanisation à la non démocratie je dirais, c'est-à-dire à l'entre-soi, à l'inégalité et à la dissociation des groupes et donc le problème de l'urbanité, on pourrait dire, c'est de conquérir des espaces communs⁴. »

1 Thomas CHEVALLIER, « Résister à la ville néolibérale ? L'initiative populaire à Berlin », in *Métropolitiques*, 06/06/2017, <http://www.metropolitiques.eu/Resister-a-la-ville-neoliberal-L.html#nb2-2>.

2 Dans chaque *Land* (les *Länder* étant les États fédérés en Allemagne), il existe des lois référendaires qui donnent un certain pouvoir à la population dans des matières comme l'urbanisme, l'éducation, etc. Moyennant l'obtention d'un certain nombre de signatures, un référendum peut facilement être organisé. Pour en savoir plus sur le fonctionnement de cette démocratie directe et de la voie référendaire dans les *Länder* et particulièrement à Berlin, voir Thomas CHEVALLIER, art. cit.

3 Propos extraits du documentaire *Mainmise sur les villes*, de Claire Laborey, produit par Chamaerops Productions et Arte France, 2015.

4 Propos du sociologue Olivier Mongin, *Idem*.

La marchandisation de l'eau : le cas du désert d'Atacama

Par Gilles Rahier

En abordant la notion de « bien commun », un élément, que nous utilisons quotidiennement, est souvent au cœur des débats : l'eau. Sans rentrer ici dans un débat écologiste sur son avenir, nous souhaitons parler de sa marchandisation. En effet, malgré sa nécessité pour la vie et la planète, elle s'est transformée en bien de consommation courante, que ce soit à travers le traitement des eaux usées, la distribution de l'eau courante, la vente d'eau en bouteille par des grandes multinationales ou le rejet de déchets industriels.

Ce bien commun est donc abandonné aux politiques libérales et au marché, qui mènent une véritable bataille pour sa possession. Ils considèrent alors que l'eau est un « besoin et non un droit : la fourniture de l'eau n'est plus ainsi une obligation pour l'État, et l'accès à l'eau pour tous ne serait plus garanti¹ ». En Europe, les concessions aux entreprises privées produisent une rente de l'eau, aux mains d'un petit nombre de firmes, qui définissent sa valeur économique et instaurent la primauté de l'investissement privé. Actuellement, peu de pays ont résisté à cette phase de privatisation des services d'eau.

L'eau étant une denrée rare et une ressource stratégique, elle touche surtout des secteurs d'activités comme l'agriculture et l'industrie (90 % de son utilisation), ce qui la transforme encore plus en enjeu de pouvoir et de domination de la part des conglomerats industriels. À côté de la possession des marchés et de la rente de l'eau dans nos pays occidentaux, les pays en développement payent le prix fort de la gestion de ces groupes privés sur leur continent.

Au Chili², l'extraction minière dans le désert d'Atacama est un bel exemple de cette dérégulation et d'un usage incontrôlé de la propriété privée de l'eau. Le pays s'étant transformé durant la dictature de Pinochet en laboratoire des politiques libérales de l'école de Chicago, il pourrait servir d'exemple dans un futur proche pour la gestion de ce « bien commun ». Et comme le lieu est extrême au niveau de la sécheresse, il exemplifie encore plus le devenir de la planète en cas de raréfaction de l'eau.

Situé dans le nord du pays et étant reconnu comme un des déserts les plus arides du monde (certaines zones n'ont pas vu la pluie depuis des années), l'utilisation de l'eau a été pendant des millénaires une préoccupation pour les habitants originaires de la zone, les Atacamènes. Tournés vers une agriculture de fruits (grenade, abricot, raisin), certains villages ont vu arriver, à partir du 19^e siècle, dans leur entourage proche, des usines d'extraction de matières premières (salpêtre, lithium, cuivre, etc.), qui entrent en contradiction avec leur gestion commune de l'eau.

Dans la région, les droits d'eau sont encore possédés par ces communautés indigènes, mais le Código del Agua (1981), datant de la dictature, permet de les vendre ou de les exploiter. Dans une région où le développement touristique et minier est très important, ils se voient

présenter de nombreuses propositions de rachat par des multinationales ou des consortiums, l'extraction et la transformation des minéraux demandant beaucoup d'eau. La qualité de cette eau a bien sûr également été transformée par la pollution et le rejet des industries. Dans ces villages reculés, la toute puissance des entreprises amène une pression intense sur les gens et remplace parfois les institutions de l'État. Ces dernières, absentes au niveau local et ne fournissant pas les ressources nécessaires aux communautés (eau, électricité, etc.) par manque d'investissement, sont alors suppléées par les entreprises qui peuvent offrir ces services basiques, en échange de droits d'eau ou de concessions.

Au niveau national, l'eau est considérée comme un bien indispensable pour le développement économique du pays. « L'État est chargé d'assigner des droits de propriété sur cette ressource, à titre gratuit, sans limitation de temps et à toute personne qui en fait la demande³ ». Le pays connaît donc une privatisation au niveau des services hydriques et de la propriété de l'eau, comme le note Perez Bustos : « La constitution du droit de l'eau est quant à lui créé à titre gratuit par l'administration et ce, de manière perpétuelle. Un titulaire d'un droit de l'eau ne nécessite pas l'aval de l'administration pour transférer son droit, le lieu d'échange étant le marché de l'eau. » Les droits de l'eau ne sont pas non plus liés à la terre mais à sa découverte et la transforment en un bien privé.

Dans la législation, le Código de Minería (1983) permet les investissements, notamment étrangers, mais l'État garde le contrôle des concessions d'exploration et d'exploitation sur des terrains dont il n'est pas propriétaire. Il peut donc assigner des droits de minéraux sur une propriété et les donner à des entreprises privées. Un bel exemple est la multinationale SQM, privatisée durant la dictature (au bénéfice du gendre de Pinochet !), qui contrôle 36 % du marché mondial du lithium, dont une grande partie dans le Salar d'Atacama. Par un système complexe, ces entreprises ne sont pas soumises à l'impôt sur la rente, avec un objectif déclaré de permettre de nouveaux investissements dans le pays et le développement de l'emploi. Ce n'est qu'en 2005 qu'une loi oblige les sociétés minières à verser des « royalties » sur les ventes, qui seront destinées à être redistribuées dans les régions.

L'extraction de l'eau et son utilisation industrielle provoque de graves dégâts environnementaux, provoquant la contamination des rivières de la région. Le combat se joue ici entre un usage agricole ancestral des eaux et l'extraction de celles-ci par des entreprises minières, qui détruit le mode de vie des indigènes. Le débit de l'eau est fortement réduit par les extractions faites par ces multinationales, obligeant un déplacement vers la ville et une paupérisation des populations locales. Il faut imaginer la vente de l'eau comme un droit d'extraction de celle-ci, calculée en litres par seconde. Les entreprises ont donc le droit de retirer cette eau des rivières par exemple, dans une quantité donnée, pour le processus industriel.

En parallèle, cette utilisation effrénée provoque un changement et une destruction des zones écologiques de la région (plaines fertiles, lieux de pâturage, marais salants), qui modifient la structure environnementale et touchent les espèces autochtones. Dans un même mouvement, les industries prennent la majeure partie de l'eau présente dans ce désert, tout en polluant les cours d'eau et les nappes souterraines. Dès lors, développement économique libéral et système traditionnel de gestion de l'eau s'affrontent. Et parallèlement, on observe une passivité et une incapacité des institutions publiques à réaliser une gestion adéquate de l'eau, une Constitution promouvant une marchandisation extrême dans un but de développement économique et un abandon de l'État favorisant une toute puissance des entreprises dans cette région.

L'accès à l'eau doit être un droit fondamental de tout être humain. En plus de la conserver, l'État devrait la protéger de toute spéculation commerciale (marchandisation) et maintenir sa qualité (environnementale). Quand cet État promet une surexploitation et encourage ces pratiques, la notion de bien commun est vite remplacée par le bien privé, que le sacrosaint marché se chargera de réguler.

- 1 Mohamed Larbi BOUGUERRA, « Bataille planétaire pour l'«or bleu» », in *Manière de voir*, n°65, sept-oct 2002, p.52.
- 2 Nous ne serons pas exhaustifs pour cette étude et conseillons donc de se référer à un travail plus détaillé sur cette thématique de relation entre communautés et entreprises minières : Nancy YÁÑEZ et Raúl MOLINA, *La gran minería y los derechos indígenas en el norte de Chile*, Santiago, LOM, 2008. Pour une étude de la société agraire atacamène, voir Hugo ALONSO, Lautaro NÚÑEZ et Pierre POURRUT, *Los oasis del desierto d'Atacama, Nord Chili. Gestión de l'eau et défi du temps*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- 3 Francisco PEREZ BUSTOS, *La política chiliana de l'eau dans la région du désert d'Atacama : une approche intégrée ?*, Mémoire ULB en Gestion de l'Environnement, 2014, p.7.



Marche pour l'eau et les territoires, le 22 avril 2017 à Concepción, au Chili (Movimiento por el agua y los territorios)



Movimiento por el agua y los territorios, 22 avril 2017



Désert de sel d'Atacama, Chili (cc) Francesco Mocellin

Dès le XII^e siècle, en Angleterre particulièrement, ils prennent la forme d'espaces naturels (forêt, prairie, champ, rivière...), de biens adossés (légumes, bois, animaux...) et d'autres qui sont partagés au sein d'une communauté (comprenant paysans, artisans...). Leur exploitation est organisée collectivement par cette dernière. Tout un chacun, même le plus pauvre, bénéficie ainsi des bienfaits garantis par ces modes de gestion locaux qui perdurent, mais se heurtent, d'abord à l'autoritarisme monarchique, puis surtout à l'arrivée de la Modernité¹.

En effet, le tournant du XVIII^e siècle voit émerger et triompher une idéologie « propriétaire ». Consacrant la liberté individuelle au détriment du « communautarisme » des sociétés dites traditionnelles, celle-ci s'attèle à verrouiller l'accès à ces communs et à permettre à certaines élites de se les approprier. Il s'agit du premier phénomène d'enclosure de grande envergure (littéralement de « mise en clôture », par exemple, de terrains). Ce moment de transition est fondateur dans la formation du capitalisme² : d'une part, en érigeant comme valeur maîtresse la propriété absolue qui consacre un individualisme possessif et privé ; et d'autre part, en préfigurant la Révolution industrielle, notamment parce qu'il induit *de facto* le déplacement d'une partie de la paysannerie vers les villes ainsi que sa reconversion prolétaire. Au cours du temps, ce modèle voit ses effets renforcés. Il se concrétise, porté et reproduit par deux institutions qui deviennent centrales et inféodent les autres dynamiques structurantes : le couple propriété privée/marché. Sous l'impulsion de ce dernier, un processus de marchandisation, de monétarisation, se met en branle et tend à marchandiser l'ensemble des ressources sociales, naturelles, culturelles et politiques. Depuis lors, et de manière diachronique, ces logiques imprègnent et façonnent notre système politique et économique. Au nom de l'accaparement et de l'extension du profit privé, dans une visée court-termiste, elles consacrent le droit d'exclure le collectif de la jouissance des biens et de ses utilisations.

Dès lors, durant le XX^e siècle, la parcellisation ne cesse de croître et gagne encore en intensité à partir des années 1980. Avec l'avènement du néolibéralisme, une « nou-

velle » vague de privatisation, toujours en cours en ce début du troisième millénaire, tente de rendre capitalisable toute les sphères de la société.

En réaction à cela, comme de nombreux autres l'ont fait avant eux, des courants d'opposition se forment dans la société civile pour voir prédominer l'intérêt général. Nombre de ses défenseurs mobilisent la propriété publique comme rempart, et se tournent assez naturellement vers les dépositaires légitimes de celui-ci, les pouvoirs publics et l'État. Malheureusement, dans les faits, la portée de leur capacité à changer les choses semble limitée... Pire, il est possible d'énoncer plusieurs constats critiques à leur encontre. Il convient d'emblée de souligner que les phénomènes d'enclosure ne sont pas l'apanage du domaine privé. La sphère publique, à titre d'exemple, peut, au moyen d'une politique de nationalisation, favoriser l'accessibilité à une ressource, mais également la restreindre... De surcroît, la dichotomie entre les modes opératoires de l'État et du Marché est elle-même à relativiser... Les deux institutions paraissent « enchaînées dans une relation de symbiose³ ». À travers le modèle d'« économie mixte » reposant notamment sur les partenariats public/privé, le fonctionnement public, par effet de contagion néfaste, semble avoir été subordonné à l'idéologie économique capitaliste. Par conséquent, les secteurs publics usent de plus en plus de normes marchandes (retour sur investissement...), et embrassent de plus en plus une dynamique économique de recherche de profit. En outre, au nom du dogme néolibéral, beaucoup d'États en arrivent à vendre (voire à brader) à des acteurs privés des patrimoines publics pour « équilibrer leurs finances » et contribuer à une libéralisation massive.

Un rapprochement supplémentaire entre État et Marché, plus « ontologique » celui-là, réside dans la hiérarchisation et le fonctionnement vertical, descendant (parfois autoritaire), qui les sous-tend. Ces caractéristiques induisent une concentration du pouvoir qui est

en inadéquation avec une approche réelle du commun telle que celle envisagée dans ces articles. Qui plus est quand viennent s'ajouter une importante bureaucratisation et une centralisation administrative ne garantissant pas encore la disponibilité de ces services publics pour tous, particulièrement dans les localités périphériques... Au regard de ceci, et en saluant les garde-fous démocratiques existants (mais non suffisants) de nos États sociaux, force est de reconnaître que les pouvoirs publics ne jouent pas nécessairement leur rôle de gardiens de l'intérêt général... Face à ces constats, un postulat a doucement germé dans plusieurs esprits : et si les personnes étaient plus à même de gérer certaines ressources correctement et efficacement que le Marché et l'État ?

Les secteurs publics usent de plus en plus de normes marchandes

En plein contexte de démantèlement de l'URSS et de déliquescence des espoirs suscités jadis par le communisme ; en pleine globalisation économique dessinée à grands traits par l'action des multinationales et des grandes bureaucraties transnationales (FMI, OCDE, accords de libre-échange entre unions de pays ...)⁴; à une période cruciale où le monde devient témoin du réchauffement climatique, de ses conséquences environnementales, et réfléchit à ses causes — particulièrement la surexploitation et la raréfaction des ressources naturelles — ; mais également dans une situation d'inégalités croissantes, un paradigme alternatif va s'ériger contre la marchandisation à tout va. Cette autre conception, cet autre rapport au commun⁵, dénommée communification, se traduit par une revendication, par un renouveau des « biens communs » puisant librement son origine dans les pratiques médiévales des communs. Ce mouvement se construit autour d'une multitude d'agents hétérogènes et connaît successivement plusieurs phases de développement à des moments clés.

Ainsi, dès le début des années 1980, des communautés d'intellectuels⁶, d'altermondialistes (ONG, NMS ou nouveaux mouvements sociaux), d'écologistes, de paysans indignés et/ou indigènes (portant le combat dans « la guerre de l'eau » en Amérique du sud⁷...), de syn-



page six

La médiocratie est la moyenne en actes. Dans cette perspective, une forte pression à être moyen, à rentrer dans les rangs et à jouer le jeu est exercée : « On a généré une sorte de moyenne standardisée, requise pour organiser le travail à grande échelle sur le mode aliénant que l'on sait, et qui a été décrit par Marx. On a fait de ce travail moyen quelque chose de désincarné, qui perd du sens, et qui n'est plus qu'un "moyen" pour le capital de croître, et pour les travailleurs de subsister² ». Historiquement, ce formatage remonte, pour le travail manuel, à la révolution industrielle avec le passage du métier à la fonction. Le taylorisme va également accentuer cette évolution. Pour les professions intellectuelles, le processus se manifeste par un formatage du discours et une standardisation de la pensée. Ce processus vise à rendre conforme à une moyenne qu'il faut incarner en actes, comme si la défaillance était et devait être organisée. La médiocratie entraîne et induit donc le conformisme. Le système œuvre à rendre médiocre.

Et parmi les médiocres, une typologie rapidement dressée permet de dénombrer cinq idéaux-types :

- *L'homme qui dort* de Pérec, le pique-assiette, précaire qui refuse de jouer le jeu ;
- Le médiocre qui s'ignore, qui bouffe des psychotropes et boit du café, qui pense que le monde est comme ça et qui souffre ;
- Le médiocre zélé qui a compris le jeu et qui le joue et qui manœuvre sans cesse ;
- Le médiocre malgré lui, qui a lu *La banalité du mal* de Hannah Arendt et qui va tenter de trouver une voie, il est une sorte de héros de l'ombre ;
- Et les têtes brûlées qui s'attaquent bille en tête au système, quitte à en payer le prix.

La gouvernance

Les multinationales et les grandes entreprises ont joué un rôle important dans l'émergence de

la gouvernance. La médiocratie rend les gens interchangeable, il faut donc œuvrer et veiller à une uniformisation des pratiques sociales. La théorie de la gouvernance va vite devenir le mortier sémantique de ces nouvelles institutions, leur armature politique, leur théorie constitutionnelle. Cette science de la gestion va également vite déborder sur d'autres champs. L'État devient une entreprise et est géré comme telle. Le discours sur la gouvernance est devenu référentiel en opérant une fusion du régime managérial et du régime politique. Ce culte et cette culture de la gestion vise à la fin de la politique : « L'abandon progressif des grands principes, des orientations et de la cohérence au profit d'une approche circonstancielle, où n'intervient plus que des "partenaires" sur des projets bien précis sans qu'intervienne la notion de bien commun, a conduit à faire de nous des citoyens qui "jouent le jeu", qui se plient à toutes sortes de pratiques étrangères aux champs des convictions, des compétences et des initiatives. Cet art de la gestion est appelé "gouvernance"³ ».

Avec la gouvernance, la politique est remise au rang de la gestion qui devient une fin en soi et est naturalisée comme étant la seule et unique chose possible, elle est l'alpha et l'oméga de la vie en société. Et un glissement sémantique s'opère : le peuple disparaît au profit de la société civile, l'écossocialisme cède la place au développement durable, les citoyens sont remplacés par les parties prenantes, le débat s'incline devant le consensus. L'enjeu étant de « faire oublier aux membres de la classe moyenne qu'ils ne seront jamais que des prolétaires avec de l'argent⁴ ».

Cette idéologie de la gouvernance fait passer ses critères dans les canons de l'entendement. Rappelons que, pour Isabelle Garo, l'idéologie sert à cadrer le discours, le mettre en perspective pour forcer les enchaînements logiques, naturaliser le discours, gommer les contradictions et servir des modalités de domination.

Les politiques de l'extrême centre

Dans l'extrême centre, la politique managériale prend toute la place. Cette politique est extrême au sens moral parce qu'elle est intolérante à tout ce qui n'est pas elle. Le centre est excluant et exclusif. Il se définit comme étant ce qui est normal, pragmatique, réaliste, nécessaire et son discours pragmatique et normal naturalise et rend inéluctable : « Passe pour normal ce que les pouvoirs institués présentent comme tels : racisme d'État, brutalité policière, précarisation du travail, souveraineté plénipotentiaire des banques, mépris de la culture, trivialisations de la politique⁵ ». Son programme est simple et se résume en cinq points : plus d'argent pour les actionnaires ; pour les entreprises, un accès aisé aux paradis fiscaux ; une réduction de l'État au rôle d'agent de sécurité des investisseurs ; moins de services publics et moins de droits pour les travailleurs. Et quiconque n'est pas d'accord se met et est mis hors-jeu. Et, ainsi, le centre supprime l'axe gauche-droite et il est ici question d'un sabotage de la politique par le monde politique.

Ce changement de régime induit une double alternance entre la conception de l'État d'extrême centre ou le retour aux sources violentes de l'État où, dans ce dernier cas, l'État doit empêcher violemment l'émergence d'une résurgence de la violence dont il est lui-même issu : « Entre Justin Trudeau et Stephen Harper, entre Hillary Clinton et Donald Trump, entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, on n'a pas tant eu le choix entre des options politiques fondamentales sur la façon dont le lien social et économique doit être institué à travers des structures publiques, qu'à un plébiscite forcé portant strictement sur le degré de violence que peut s'autoriser l'État pour faire valoir des règles socio-économiques ne relevant plus de lui, mais de puissances privées qui l'ont vassalisé⁶ »

dicalistes, d'informaticiens... exhument le « modèle des communs » ou du moins en appellent explicitement à lui dans leur discours d'accompagnement. Elles le théorisent, l'expérimentent concrètement, souvent localement, et misent sur un effet de « contagionisme » démocratique pour l'essaimer partout dans le monde⁸. Néanmoins, du milieu des *eighties* au milieu des années 1990, la logique du mouvement, communautaire par essence, et des décalages structurels conduisent les différents groupes militants à œuvrer de manière séparée, ce qui déforce l'ampleur de son action. Il faut attendre la fin des années 1990, mais surtout les années 2000, pour que les champs commencent véritablement à se décloisonner et à s'articuler. Plusieurs marqueurs rendent compte de cette cristallisation des énergies, comme le « Manifeste pour la récupération des biens communs » présenté à l'occasion du Forum social mondial à Belèm en 2009, ou l'International commons conference en 2010 à Berlin. À l'échelle francophone, l'Association française VECAM et des penseurs comme Philippe Aigrain, lancent un appel qui débouche sur la constitution du Réseau francophone autour des biens communs. Les objectifs poursuivis par ces coalitions sont de réaliser des campagnes de mobilisation pour la préservation, la reconquête et la création des biens communs⁹, mais également de rendre visible et relier entre elles les multiples initiatives locales et internationales. L'attention pour ce projet d'alternative n'a, depuis, cessé de grandir.

Dans cette optique, notre mise en perspective historique était un préalable indispensable pour appréhender ce que sont les communs et d'où provient leur philosophie. Elle laisse entrapercevoir l'éventail de réalités que ce terme recouvre. Le prochain article tâchera de se pencher plus en profondeur sur ses différentes acceptions contemporaines, mais également sur leur traduction tangible dans le magma social.

Jérôme Delnooz

- 1 Pour le cas spécifique outre-Manche, voir Edward PALMER THOMPSON, *La guerre des forêts : luttes sociales dans l'Angleterre du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.
- 2 Érienne Verhaegen énonce ce bouleversement dans « La révolution des "communs" », in *Politique*, n°90, mai-juin 2015, pp. 41-45.
- 3 Cité par Pablo Servigne, dans « Redécouvrir les "communs" : repenser la politique sans les marchés ni l'État », in *Échos Bruxelles laïque*, n°77, 2012, pp. 15-18.
- 4 En cela, pour Pierre Dardot et Christian Laval, théoriciens des communs, c'est le néolibéralisme qui paradoxalement – et douloureusement – met en évidence qu'il ne faut évidemment pas compter sur le Marché, mais pas plus sur l'État « pour contrer les effets désastreux du capitalisme » et défendre le commun. Quant au communisme, tel qu'il a été appliqué dans un communisme d'État (qui plus est totalitaire...), il n'est pas la voie à suivre non plus. Voir Pierre DARDOT, Cristian LAVAL, *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, 2014, p. 14.
- 5 Même si ce modèle donne la primauté à la propriété de l'individu, il l'inscrit dans un rapport aux autres et tend à réguler les dimensions relationnelles collectives et leur lien aux produits par le moteur du Marché.

- 6 Une fraction d'universitaires anglo-saxons pionniers se rassemblent déjà lors d'une conférence internationale fondatrice à Annapolis en 1983. L'*International association for the study of the commons* en émanera. De nombreux chercheurs contribueront à la légitimation des communs comme plus tard Elinor Ostrom, qui reçoit de la Banque de Suède le « Prix Nobel » d'économie. Mais aussi, dans une perspective internationale, des personnalités comme Garret Hardin, Ugo Mattei, Benjamin Coriat, Pierre Dardot, Christian Laval...
- 7 Il faut rappeler que la conception de « commun » est européen-centrée, et qu'une étude de pratiques historiques similaires serait bénéfique.
- 8 Pour David Graeber, cet idéal promu essentiellement par le mouvement altermondialiste était tout autant solidaire que révolutionnaire, en partant du principe que l'exercice de la démocratie directe serait « contagieuse ». Voir David Graeber, *Comme si nous étions déjà libres*, Lux, 2014, coll. « Instinct de liberté », p. 37.
- 9 Par exemple, le festival francophone « Le Temps des communs » (dont un volet s'est déroulé à Bruxelles du 5 au 18 octobre 2015) et « Villes en bien commun ».



(cc)Babsy

Le commun comme antidote ?

Ces trois ouvrages ont révélé un malaise social induit par cette standardisation. En guise de solutions et de pistes, l'idée serait de rompre collectivement, de corrompre et corroder le système car la politique revient à penser la subjectivité collective et cette rupture collective passe notamment

- par la politisation du malaise (il doit quitter les rangs de la psychologie pour rejoindre ceux de la sociologie),
- par la guerre menée aux mots de l'idéologie afin de générer un vocabulaire et une lecture du monde autre : il s'agit de revenir à des « mots investis de sens, tous ceux que la gouvernance a voulu abolir, caricaturer ou récupérer : la citoyenneté, le peuple, le conflit, les classes, le débat, les droits collectifs, le service public, le bien commun... Ces notions ont été transformées en "partenariat", en "société civile", en "responsabilité sociale des entreprises", en "acceptabilité sociale", en "sécurité humaine", etc...⁷ ».

Et en attendant que le *statu quo* ne soit plus tenable, il convient de s'entraîner à mettre en œuvre cette autre approche du monde en œuvrant le plus possible à la « démarchandisation » du monde. C'est dans ce cadre-là que la logique du commun peut être une piste à suivre. Une logique qui est en gestation, qui « se cherche et s'expérimente aujourd'hui dans les mouvements sociaux, les luttes, les pratiques⁸ ».

Pierre Dardot et Christian Laval voient dans les récents surgissements démocratiques (l'occupation du Parc Gezi à Istanbul, les mouvements sociaux en Amérique Latine, les luttes en Italie contre la privatisation de l'eau...) des raisons d'espoir, de convergence et d'actions en ce sens que ces mouvements développent autre chose que des parois défensives. Pour eux, tous ces mouvements ont remis en route l'imaginaire politique et promeuvent une posture visant à mettre

en avant une rationalité alternative à la rationalité néolibérale et ils partagent le même principe, celui du commun.

Mais qu'entendent-ils au juste par le principe du commun : le principe du commun est « le principe politique d'une co-obligation pour tous ceux qui sont engagés dans une même activité⁹ » où « seule la co-participation à la décision produit une co-obligation dans l'exécution de la décision¹⁰ ». Le commun est une construction politique qui consiste à réintroduire partout de l'autogouvernement, fondé sur la participation de tous aux règles qui les gouvernent. Et tout ceci n'est pas sans conséquences sur la conception de l'État et de la démocratie. L'insistance sur le commun évoque indubitablement une méfiance à l'égard de l'État, pourtant longtemps perçu comme un allié des forces progressistes et comme un outil favorable à l'expansion de la démocratie. Pour les auteurs, « les États néolibéraux sont devenus des machines au service d'une entreprise active de dé-démocratisation¹¹ ».

Un des objectifs de la réflexion sur le principe du commun émane de la volonté et de la nécessité de se projeter dans un futur désirable, de réfléchir à une organisation alternative qui fait fonctionner l'imaginaire politique. Comment rendre la société régie par le commun désirable ? Le commun est le fruit de la conscience de la catastrophe, d'expérimentations locales qui pourraient faire tache d'huile et de la confrontation avec un néolibéralisme qui capte les subjectivités. Si le commun ne contribue pas à un autre mode de vie, les sujets néolibéraux vont proliférer comme des métastases.

L'engagement dans la lutte est le moteur de notre propre changement : les sujets du commun doivent se constituer et nous devons nous former nous-mêmes comme sujets du changement. Et il faut faire fonctionner l'imaginaire politique afin de faire

bouillir les marmites de l'avenir. Pierre Dardot et Christian Laval nous rappellent par ailleurs que les institutions ne viennent pas d'en haut : c'est le peuple et la lutte qui produisent du droit. En somme, ils nous invitent à quitter la posture de résistance et à redevenir instituant.

Olivier Starquit

- 1 Alain DENEAULT, « Gouvernance » *Le management totalitaire*, Montréal, Lux, 2013. *Médiocratie*, Montréal, Lux, 2015 et *Politiques de l'extrême centre*, Montréal, Lux, 2017.
- 2 Alain DENEAULT, entretien par Mathieu Dejean, « Comment "les médiocres ont pris le pouvoir" », *LesInrocks*, 01/06/2015, <http://www.lesinrocks.com/2015/12/01/actualite/comment-les-m%C3%A9diocres-ont-pris-le-pouvoir-11791161/>
- 3 *Ibidem*.
- 4 Alain DENEAULT, *Politiques de l'extrême centre*, *op.cit.*, p.48.
- 5 *Idem*, p.43.
- 6 Alain DENEAULT, « Une victoire de l'extrême centre », *Le Devoir. Libre de Penser*, 27/04/2017, <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/497305/victoire-de-l-extreme-centre-a-l-election-presidentielle-en-france>
- 7 Alain DENEAULT, entretien par Mathieu Dejean, *op.cit.*
- 8 Pierre DARDOT et Christian LAVAL, « Nuit des idées. Inventons de nouvelles formes de vie », *Le Monde*, 24/01/2017, http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/24/nuit-des-idees-inventons-de-nouvelles-formes-de-vie_5068449_3232.html
- 9 Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun, essai pour une révolution du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014, p. 23.
- 10 *Idem*, p. 87.
- 11 Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *op.cit.*, p. 542.

Idiocratie et médiocratie

par Raphaël Schraepen

Aujourd'hui, plus personne n'a le droit d'avoir faim ou d'avoir froid. Certes, c'est une évidence. Pas d'idéologie, ni de discours, ni de baratin, ajoute-t-on souvent. Dommage. Depuis des décennies, des autoproclamés « enfoirés » nous rabâchent la même chanson, sourires obligés et larmes de circonstance au bon moment. Et surtout, pas d'idéologie. Le secteur privé prend en charge une partie de la misère de la France (le phénomène existe aussi en Belgique) à défaut de celle du monde, sans que ce problème de société soit arrangé de façon pérenne par les pouvoirs publics. Résultat : les « enfoirés » chanteront encore longtemps et le sexagénaire sympa au feu rouge au bout de ma rue fera encore la manche.



Cette médiocrité artistique n'est pas que le fait des « Obispos » et des « Goldman ». Souvenons-nous de cet excellent sketch des Inconnus qui mêlait habilement les révoltes puériles de Bruel et de Pagny dans la chanson « Casser Les Couilles ». Pas d'idéologie. « Quant à Jean-Marie Le Pen... (temps d'arrêt, suspense) il dit pas que des conneries. » Médiocratie ? Idiocratie ? Au début des années 1980, feu Balavoine fut sans doute un des premiers à mettre sur la place publique une colère juvénile mal assumée, déguisée en attitude révolutionnaire. Et les choses n'ont fait qu'empirer depuis. En 2007, le réalisateur américain Mike Judge propose son film *Idiocracy*, pamphlet à la fois hilarant et consternant qui montre une société dominée par les loisirs les plus stupides et où un « average man » (« homme moyen ») devient par défaut l'homme le plus intelligent du monde. On y voit aussi un président des États-Unis déplorable, sorte d'hybride entre Barry White et... Donald Trump ! Le film n'est pas une réussite totale, mais fait mal là où il faut. En 1992, Tim Robbins avait signé avec Bob Roberts un film sarcastique plus dérangeant que drôle sur un chanteur folk réac (fameux oxymore !) qui devient président des États-Unis. Ce Bob Roberts avait titré un de ses albums *Times Are Changing Back* en prenant le contre-pied de l'album fondateur de Bob Dylan *The Times They Are A-Changin'*.

Ceci nous amène presque naturellement aux chanteurs et groupes engagés, ou qui se prétendent tels. U2 sort le single *Sunday Bloody Sunday* en 1983, soit onze ans après le massacre de Derry, en Irlande du Nord. Lors d'une manifestation, des civils non-armés avaient été tués par balles par des soldats britanniques. Était-ce vraiment un « engagement » d'en parler si tard ? Le sujet avait déjà été abordé dès 1972 par deux anciens Beatles, et curieusement déjà avec des résultats artistiques discutables. John Lennon, d'une part, propose deux chansons sur son album *Some Time In New York City : Sunday Bloody Sunday* (déjà) et *The Luck Of The Irish*. De bonnes intentions ne font pas nécessairement de bonnes chansons. Paul McCartney, d'autre part, publie sous le nom de son groupe Wings le 45 tours *Give Ireland Back To The Irish* un mois à peine après les faits. L'engagement est réel, de bonne foi, mais le résultat est décevant. Ce qu'on entend, on pourrait le qualifier de comptine enfantine électrisée. Mais cela n'autorisait rien la censure. La BBC et Radio Luxembourg

ont interdit d'antenne la chanson, et pas pour des raisons artistiques. 1972 a donc vu McCartney en figure rebelle.

Les anglo-saxons ont un concept pour définir ces œuvres engagées mais dépourvues de consistance : le mot « generic ». En d'autres termes, la substance de ces chansons se résume à un titre de chapitre dans une table des matières. Dans ce registre, on pourrait citer deux chansons « anti guerre du Vietnam » : *People Let's Stop The War* du groupe Grand Funk Railroad, oublié aujourd'hui mais qui fut incroyablement populaire aux USA au début des années 1970, et une autre chanson de Lennon, *I Don't Wanna Be A Soldier Mama I Don't Want To Die*. Les paroles ne consistent qu'en la répétition du titre, *ad nauseam*.

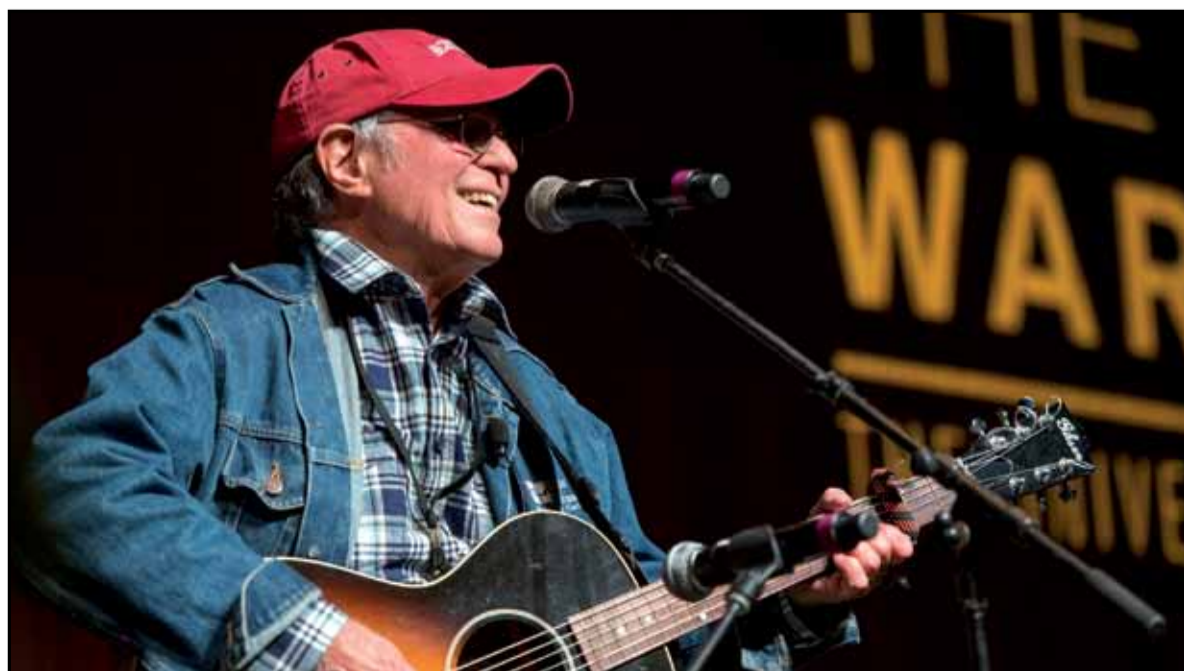
Si l'on s'en tient à la guerre en général, n'y aurait-il que ce genre de chansons ? Heureusement, non. Dans *Moratorium*, en 1971, la chanteuse amérindienne crie Buffy Sainte-Marie réclame avec colère : « *Bring our brothers home !* ». Dans la même veine, la chanteuse Freda Payne qui avait eu un hit mondial en 1970 avec *Band Of Gold* sort le 45 tours *Bring The Boys Home*. Malgré son contenu anti-guerre, la chanson ne sera pas censurée.

Buffy Sainte-Marie, elle, connaîtra bien la douleur d'être censurée. Tout commence avec sa chanson *Universal Soldier* en 1964 (aucun rapport avec les navets à répétition dans lesquels JCVD s'est illustré). Il s'agit d'une des chansons pacifistes les plus virulentes. « Il mesure 1m70, il mesure 1m90, il a 31 ans, il n'a que 17 ans, il est soldat depuis des milliers d'années. Il sait qu'il ne devrait pas tuer, il sait qu'il le fera toujours, il te tuera pour moi, mon ami, et il me tuera pour toi. » Plus loin, elle chante : « Et il se bat pour la démocratie, et il se bat pour les "Rouges", il dit que c'est pour la paix de tous. ». Arrivent les derniers couplets, choquants sans doute mais sains dans la mesure où ils provoquent la discussion : « Mais sans lui, comment Hitler aurait-il pu les envoyer à Dachau ? Sans lui, César serait resté tout seul. C'est lui qui donne son corps comme arme de guerre. Et sans lui, les tueries ne peuvent plus continuer. C'est le Soldat Universel et il est vraiment à blâmer. Ses ordres ne viennent plus de loin, ils viennent d'ici et là, de vous, de moi, et voyez-vous, mes frères, ce n'est pas ainsi que l'on met fin à la guerre. »

Interdite d'antenne aux USA, Donovan l'enregistre en Grande-Bretagne et en fera curieusement un immense succès commercial. Quant aux disques de Buffy, ils ne passeront plus jamais sur antenne de l'autre côté de l'Atlantique. L'administration Johnson la met sur liste noire, Nixon et Ford prolongent le bannissement des ondes, et il faut attendre le mandat de Jimmy Carter pour que l'interdiction soit enfin levée.

En 1965, c'est Country Joe McDonald qui publie sur un « *extended play* » offert avec la revue de gauche *Rag Baby Talking* le rag-time sarcastique *I Feel Like I'm Fixin' To Die-Rag*. Ouvertement déclaré communiste, McDonald fustige la guerre du Vietnam dans un contexte pré-hippie. Il chante : « Déposez les livres et prenez les armes, on va bien se marrer. Et un, deux, trois, on y va ! On combat pour quoi ? Me demande pas, je m'en tape. » Plus loin : « Allez, les mères, empaquetez vos garçons pour le Vietnam ! Allez, les pères, n'hésitez pas ! Envoyez vos fils avant qu'il ne soit trop tard et vous pourrez être le premier de votre quartier à recevoir votre gamin dans une boîte ! ». La chanson connaîtra un succès mondial quatre ans plus tard, à Woodstock, où Country Joe la précédera de son cri devenu sa « signature ». « Donnez-moi un F ! » La foule : « F ! ». « Donnez-moi un U ! » « U ! » « Donnez-moi un C ! » « C ! ». « Donnez-moi un K ! » « K ! ». « Et ça veut dire quoi ? » « Fuck ! Fuck ! Fuck ! » « *Fuck the war* », comme chantait Buffy dans *Moratorium*.

Dernier exemple de chanson réellement engagée, refusant médiocratie et idiocratie : *Political Science* de Randy Newman, sortie en 1972. On croirait le texte écrit pour Donald Trump. Le voilà : « Personne ne nous aime, je sais pas pourquoi. Partout, même nos amis nous critiquent. Alors, jetons-leur la grosse bombe et on verra bien ce qui se passe. L'Asie est surpeuplée et l'Europe est trop vieille. Et le Canada est trop froid. Et l'Amérique du Sud nous a volé notre nom. Jetons-leur la grosse bombe et y aura plus personne pour nous critiquer. On sauvera l'Australie – je veux pas faire de mal aux kangourous ! On construira un grand parc d'amusements rien qu'Américain – oh, et on pourra aussi faire du surf, là-bas. » Plus loin : « Boum, Londres ! Et boum, Paris ! Y aura plus de place pour toi et moi. Tu porteras un kimono japonais et il y aura des chaussures italiennes pour moi. De toute façon, ils nous détestent tous, alors jetons-leur la grosse bombe, maintenant ! ».



Discographie

On peut entendre *Universal Soldier* et *Moratorium* de Buffy Sainte-Marie sur les albums *It's My Way* et *She Used To Wanna Be A Ballerina*.

Pour *I Feel Like I'm Fixin' To Die-Rag* ; trois versions par Country Joe & The Fish : celle de l'EP (1965), celle de l'album *I Feel Like I'm Fixin' To Die* (1967) et la version en public à Woodstock (1969).

Political Science figure sur l'album *Sail Away* de Randy Newman.

La Bibliothèque George Orwell présente

par Michel Recloux et Jérôme Delnooz, bibliothécaires

▼ = coup de cœur du bibliothécaire

• Jacques Rancière, *En quel temps vivons-nous ? Conversation avec Eric Hazan*, La Fabrique, 2017, 10€

Une conversation entre deux grands penseurs de notre époque, sur notre époque, sur les concepts de démocratie, de système représentatif, sur le travail... sur tous les aspects qui dominent le « peuple » et sur ce qui permet de s'en échapper, comme l'insurrection.

• Lava, n°1, printemps 2017, 14€

Nouvelle revue belge qui se présente elle-même comme « une revue de critique sociale et d'analyse marxiste sur tous les sujets ayant trait à l'émancipation humaine. En ce sens, même si *Lava* part d'un positionnement intellectuel spécifique, elle abordera ce débat de manière ouverte afin de se nourrir d'idées nouvelles, hétérodoxes, imaginatives. » Le sommaire du premier numéro : « Les pièges du "féminisme-spectacle" » par Aurélie Lanctôt, « Le grand escamotage néolibéral » par Karim Zahidi, « Entre bulles et stagnation », Interview de John Bellamy Foster par Ruben Ramboer, « L'égalité comme postulat » par Matthias Lievens, « La croisade contre l'État en Amérique profonde » par Frederica Bono. 152 pages de pensée critique dans un format à la *Médor* !

▼ François Bégaudeau, *Contagion, Les Solitaires intempestifs*, 2017, 14€

« Je suis piégé. Je suis tombé dans le piège » dixit Stéphane, professeur pris dans une société qui s'emballe, qui se fait de plus en plus peur. Il perd pied face à un jeune ado qui croit dur comme fer aux Illuminati, un journaliste du sensationnalisme et un dramaturge surfant sur le radicalisme islamiste. « Je cherche une zone décontaminée. Une zone où il soit possible de penser à autre chose [...] Je veux des mots qui ne soient pas des poisons [...] Je cherche un ami ».

• Jacques Aron, *La Langue allemande sous la croix gammée : le singulier dictionnaire de Trübner*, Presses Universitaires de Liège, 2017, 24€

Les mots, comme nous le démontre Olivier Starquit numéro après numéro dans cette revue, ne sont pas neutres. Ils ont une vie, ils sont de leur temps. Cet essai le démontre en analysant le « Trübner », le dictionnaire historique et étymologique allemand commencé en 1934, poursuivi sous la Seconde Guerre mondiale et dont le dernier tome sortira en 1957. On y découvre l'influence de l'idéologie nazie pour les quatre premiers tomes, et de la dénazification pour les quatre derniers.

• Emilie Goin (dir.) et François Provenzano (dir.), *Usages du peuple. Savoirs, discours, politiques*, Presses Universitaires de Liège, coll. « Situations », 2017, 19€

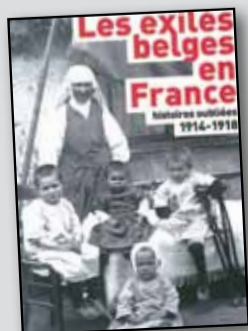
Dans le paysage politico-médiatique actuel, les notions de « peuple » et de « populisme », sont mobilisées, parfois à tort-va. Mais que recouvre vraiment ce concept de « peuple » ? À quoi renvoie-t-il ? Une équipe de chercheurs a décidé de se pencher sur la question, et de l'« ausculter » sous plusieurs angles (historique, géographique et culturel) puis suivant une démarche pluridisciplinaire, en mélangeant des approches plus traditionnelles de sciences sociales à des analyses culturelles (littérature, théâtre, etc.). Une manière de faire émerger toute l'hétérogénéité, les tensions, mais aussi les points de convergences qui traversent ce « puissant instrument idéologique de catégorisation du social » qu'est la figure du « peuple ».

• Jean-Jacques Amy, *La bête rôde encore : essai sur l'incitation à la haine*, Espace de libertés, 2017, coll. « Liberté j'écris ton nom », 10€

Jean-Jacques Amy est un des membres fondateur de la Ligue pour l'abolition des lois réprimant le blasphème et le droit de s'exprimer librement. C'est notamment en cette qualité, qu'il s'exprime dans cet essai consacré à la problématique de l'incitation à la haine. L'envie de prendre la plume lui est venue au départ d'une divergence de point de vue avec deux amis concernant l'étendue de la liberté d'expression. Pour eux, cette dernière ne devrait souffrir d'aucune restriction, tandis que pour Amy, l'incitation à la haine ne peut pas être incluse dans la liberté d'expression. L'une serait l'antithèse de l'autre. Et ce postulat, l'auteur va tenter de le démontrer tout au long de son ouvrage.

• Jean-Pierre Popelier, Isabelle Masson-Loodts, Mélodie Brassinne [et al.], *Les exilés belges en France : histoires oubliées (1914-1918)*, Racine, 2017, 24,95€

La mémoire officielle des guerres, la mémoire des « vainqueurs » sacralisent bien souvent la chose militaire, et fait peu de cas des civils... Et moins encore des personnes exilées ou réfugiées, considérées comme des personnes ayant fui leur patrie à un moment critique, ou comme des assistés... Dans cet ouvrage, plusieurs historiens prennent le contrepied de cela et exhument l'histoire ou-



blée des quelque 350.000 Belges qui sont partis en France durant la Grande Guerre. Des officiels mais aussi beaucoup de citoyens lambda. Alors oui, ces derniers n'ont pas souffert de l'occupation allemande, mais ils ont connu leurs propres difficultés : la xénophobie, l'isolement, la précarité... ce qui ne les a pas empêchés de s'en sortir en faisant preuve d'inventivité et de solidarité. Sans oublier les apports dont ils ont fait bénéficier leurs hôtes. En quelque sorte, ce livre se veut un hommage à ces personnes, mais également un instrument de réflexion sur notre présent et le statut de réfugié.

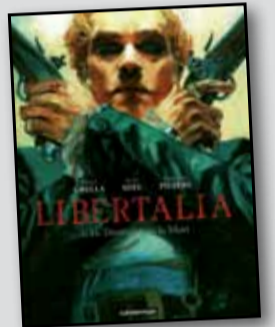
▼ Kévin Boucaud-Victoire, *La guerre des gauches*, Les éditions du Cerf, 2017, 19€

Pour beaucoup d'observateurs, l'élection présidentielle française de 2017 a mis en lumière la crise de la gauche et son caractère inédit. Pourtant, le phénomène n'est pas neuf. Boucaud-Victoire, journaliste et cofondateur du média en ligne *Le Comptoir*, nous le prouve ici en présentant l'épopée historique des gauches françaises, depuis la Révolution française jusqu'à « Nuit debout ». Une façon de retracer le paysage de ces formations politiques d'avant et de maintenant, mais surtout d'illustrer leur caractère pluriel, source de mutations, d'enrichissements... et de fractures, qui les ont bien souvent déformées voire perverties. Une étude sur le « temps long » qui s'avère bénéfique et prospective pour transformer la crise actuelle de la gauche en opportunité. En quelque sorte, un travail de mémoire pour rendre au progressisme ce que devraient être ses valeurs de changement social.



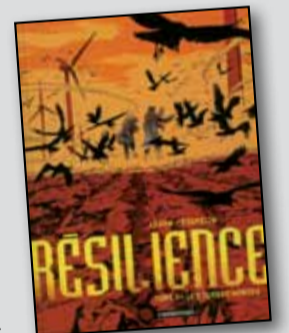
• Rudi Miel, Fabienne Pigière, Paolo Grella, *Libertalia, tome 1. Le triomphe ou la mort*, Casterman, 2017, 15,50€

Libertalia, tel est le nom de la cité libertaire que rêvent de fonder Misson et Carracioli à Madagascar. L'un est un ancien noble, l'autre un ancien ecclésiastique. Tous deux ont rompu avec leurs origines et se sont émancipés des institutions en rejoignant la piraterie ! C'est ce que relate le récit de ce premier tome de leurs aventures. Leur projet révolutionnaire pourra-t-il voir le jour ? « La lumière peut-elle naître des fils des ténèbres ? » Cela ne se fera pas sans mal, car même de l'autre côté de la planète, le monde des dominants veut réimposer son ordre... Tous à l'abordage de cette BD !



• Augustin Lebon, Hugo Poupelin, *Résilience, tome 1. Les terres mortes*, Casterman, 2017, 15,50€

Selon le site Bédéthèque, « *Résilience* est au monde des O.G.M. ce que *Mad Max* est à celui du pétrole ». Récit d'anticipation écologique auquel viennent se greffer des adjuvants politiques : l'hégémonie de la multinationale Diosynta, et de son armée de militaires, qui a force de privatisation totale et de brutalité, ont transformé l'Europe en un désert agricole, un monde pollué, violent et inégalitaire, où survivent des populations éprouvées. Parmi lesquelles Adam et Agnès, qui décident d'agir et d'intégrer le réseau de résistance baptisé « Résilience ». Et si le vent tournait ?



• Pierre Maurel et Dominique Laroche, *La prof et l'arabe*, Casterman, 2017, 20€

L'histoire vraie de Danielle et Aziz (Michelle et Saïd dans la BD), de l'Algérien français et de la petite de Clichy, du croyant et des non-croyantes, de militants et de gens du théâtre. La vie de deux personnes hautes en couleur, au travers des bouleversements de l'histoire récente de la France – la décolonisation de l'Algérie, mai 68, les mouvements sociaux dans les usines – et de l'identité de chacun. Une belle tranche de vie émouvante et politique !



• Isabelle Bournier, Bruno Heitz, *1939-1945 : la Seconde Guerre mondiale !*, Casterman, 2017, coll. « L'histoire de France en BD », 12,50€

Avec ce nouvel opus de la collection « L'histoire de France en BD », l'éditeur propose un ouvrage à l'approche pédagogique pour aborder la Seconde Guerre mondiale et les nombreuses thématiques connexes (dont un focus sur l'Occupation et la Résistance) avec des enfants, dès l'âge de 11 ans. Le livre est complété d'un dossier documentaire.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Commun

« Tous ces prés-là jusqu'au bois de la chaussée, de tous temps y z'ont été champêtres, de tous temps, à preuve j'me souviens qu'un père y m'racontait qu'un père à lui gamin y m'nait déjà le troupeau, de tous temps, de tous temps ces bas prés y z'ont été pacage communal, et si loin qu'j'ai pu l'entendre jamais le château s'en est mêlé, jamais ! »

Cette réplique est tirée du téléfilm 1788, de Maurice Failevic et Jean-Dominique de La Rochefoucauld, remarquable chronique d'un petit village de Touraine, dans la région de Chinon, à la veille de la Révolution française. Le comte du lieu a décidé d'enclorre les biens communaux, ces prés – dits « champêtres » à l'époque – fournissant une ressource en herbe pour les maigres troupeaux des paysans.

C'était un droit d'usage ancestral du régime féodal que de laisser libre accès à ces pâtures communales, lesquelles échappaient à toute propriété privée. Preuve que celle-ci n'a pas toujours constitué la règle et que, depuis la nuit des temps, les besoins économiques et sociaux des communautés villageoises ont engendré des pratiques collectives, garantes de meilleures possibilités de survie. On aurait tendance à l'oublier à l'heure où le tout-individuel prévaut et où les processus de privatisation, bien au-delà du monde rural, grignotent de plus en plus le domaine public, y compris les services.

Le mot « commun » serait-il en train de devenir un gros mot ? On pourrait le craindre. Il avait déjà été lesté d'une forte dose de mépris lorsque, dans la bouche de ceux qui s'estimaient, dans l'Ancien Régime, bénéficier d'une extraction supérieure, il servait à désigner les gens du peuple, autrement dit le « commun ». Mais rien ne prouve que la société actuelle, si souvent gangrenée par l'inculture et l'arrogance financière, reste préservée de ce genre de stigmatisation à l'égard des plus démunis.

Raison de plus pour être attentif au concept de *common decency* de George Orwell, cette décence commune qui est au centre de sa réflexion. Il s'agit d'un penchant naturel à la bienveillance, faite d'une honnêteté ordinaire, d'une générosité allant de soi, d'une morale aussi qui n'a aucun besoin d'injonctions venues d'en-haut. Et l'auteur de 1984, qui avait fréquenté un moment le prolétariat anglais, de voir ces qualités particulièrement vivantes dans les milieux populaires que le libéralisme – de gauche comme de droite – n'avait pas encore converti à la suprématie du marché dans les échanges quotidiens.

Cette « banalité du bien », le philosophe français Jean-Claude Michéa, admirateur de l'œuvre d'Orwell, avoue la côtoyer dans le quartier populaire où il vit non loin de Montpellier. Au cours d'un entretien accordé en 2013 à Jean Cornil, animateur du Centre laïque de l'Audiovisuel, il avoue que « dans un quartier populaire [...] les rapports d'entraide existent beaucoup plus que dans une banlieue résidentielle ». Comment s'expliqueraient ces comportements altruistes ? C'est que, explique-t-il, « il [y] reste des structures de vie communes fondées sur l'anthropologie du don qui, même si elles sont sérieusement attaquées par la société moderne, restent encore possibles, entre voisins, des rapports d'échange symbolique. En général, quand quelqu'un vient vous demander de lui prêter son échelle, votre premier réflexe n'est pas de lui dire, pour deux heures, ça fera vingt euros. Il y a encore cette structure. Tandis que quand vous devenez riche et puissant [...], la richesse et le pouvoir nous coupent de nos semblables. » Et le pourfendeur de la Main invisible d'Adam Smith de conclure, en guise d'estocade : « Dès qu'on monte dans la société, l'oxygène moral se raréfie, et il est beaucoup plus difficile à un riche et à un homme puissant de conserver ce bon sens et cette *common decency* qui sont encouragés non pas par la nature des simples travailleurs mais par leurs conditions d'existence. »

Pas sûr que ce retour du « commun » dans nos vies quotidiennes soit perdu à jamais. En témoignent le nombre d'initiatives de la société civile qui se multiplient aujourd'hui, marquées du sceau de la solidarité, à l'heure où les États ne parviennent plus (ou ne veulent plus) réduire le fossé grandissant entre riches et pauvres. Le film *Demain* par exemple, né à l'initiative de Cyril Dion et de Mélanie Laurent ainsi que de l'ONG *Colibris*, a fait un relevé vivant de différentes expériences observées sur le terrain, dans l'optique d'un futur meilleur, partiellement libéré du despotisme de l'individualisme radical. Affaire à suivre, en tout cas. De quoi retrouver un peu de sens commun... ••

À propos d'une exposition à Berlin sur Luther et le national-socialisme

par Jean-Louis Rouhart



On sait que Martin Luther, déçu par le fait que les communautés juives ne reconnaissent pas la « vraie foi » et ne se convertissent pas aux idées de la Réforme, rédigea à la fin de sa vie des traités virulents à l'égard des Juifs (*Des Juifs et leurs mensonges*). Ces écrits furent exploités par les feuilles de propagande nazie comme le *Stürmer* et médiatisés dans des productions théâtrales et cinématographiques et lors d'expositions à caractère raciste. Ils servirent à justifier les actions violentes entreprises à l'encontre de la population allemande de confession juive ainsi que le génocide qui s'en suivit. À l'époque, Luther apparaissait comme une figure de guide d'union nationale : le mouvement des « chrétiens allemands » voyait dans le régime nazi « l'accomplissement de la Réforme allemande dans l'esprit de Martin Luther ».

Selon les curateurs de l'exposition, cet aspect sombre du réformateur allemand ne pouvait rester dans l'ombre durant cette année de commémorations, de même que l'implication de l'église luthérienne dans l'effort de guerre et la politique de conquête des nazis. On songe ici – mais pas seulement – à la participation des pasteurs protestants en tant qu'aumôniers dans l'armée allemande.

Toutefois, comme le révèle le titre de l'exposition *Überall Luthers Worte* (« Partout des paroles de Luther »),

cette exposition fait également référence à une lettre du théologien protestant Dietrich Bonhoeffer dans laquelle il écrit qu'il voit des paroles de Luther affichées partout en Allemagne, mais qu'elles sont « transformées en mensonges ». Le pasteur, qui fut assassiné en 1945 au camp de Flossenbürg, s'appuyait sur les écrits de Luther pour revendiquer le droit à la résistance contre un régime qui lui apparaissait comme un régime de « non-droit ». En complète opposition avec les dirigeants de l'Église luthérienne de l'Allemagne de l'époque, il souhaitait non seulement pouvoir citer librement les paroles de l'Évangile, mais affirmait également que « l'Église n'est réellement Église, que quand elle existe pour ceux qui n'en font pas partie » et postulait le « devoir inconditionnel de l'Église envers les victimes de tous les systèmes sociaux, même s'ils n'appartiennent pas à la communauté des chrétiens ».

Pour plus de renseignements sur cette exposition, voir en anglais : <http://www.topographie.de/en/exhibitions/special-exhibitions>; et sur Bonhoeffer en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Dietrich_Bonhoeffer.

Michel Nejszaten, *Comment les Juifs de Belgique ont affronté le nazisme, suivi de L'Histoire étonnante et méconnue des Partisans juifs à Bruxelles (1941-1944), ASBL Vivre..., 2017*

Après la sortie, en 1991, de l'ouvrage *Partisans armés juifs : 38 témoignages* auquel il avait contribué, Michel Nejszaten a commencé à analyser la manière dont la population juive de Belgique, notamment immigrée, avait affronté le nazisme avant et durant la Seconde Guerre mondiale.

Suite à ce focus sur un groupe de résistance armée précis, l'objectif était d'élargir le prisme pour avoir « une vue d'ensemble » sur l'action de la communauté. La réflexion a abouti à l'écriture de ce livre qui nous démontre qu'en dépit de toute la diversité qui caractérisait les Juifs en Belgique (différences sociologique, politique, religieuse...), ils ont su opposer une résistance, au visage multiple et évolutive, à chaque étape de leur oppression. D'abord, en tant qu'« illégaux » ou immigrés dans l'avant-guerre, mais surtout contre le nazisme et les logiques barbares mises en place par ce dernier (stigmatisation, déportation, extermination...). Dans des circonstances très difficiles, la lutte a été non-armée, comme celle menée par le CDJ (Comité de Défense des Juifs), ou violente, comme celle des Partisans juifs armés de Bruxelles. Et ici – il s'agit là d'une autre grande force de l'ouvrage – l'articulation entre le collectif et les individus s'incarne dans le récit des parents de l'auteur et de proches, tous d'anciens membres de l'Armée des partisans. Un hommage à la mémoire familiale, et une immersion dans le fonctionnement d'un groupe clandestin, mais de surcroît un moyen de réhumaniser, de replacer des destins individuels dans l'Histoire.

De ce livre, il ressort pourtant un portrait non idéalisé, où transparait la complexité des tensions dans la communauté juive, et qui ne fait pas fi du rôle héroïque de certains Belges. Même si l'on regrette parfois le « survol » de certains points, ou un manque de contextualisation pour les profanes, l'auteur réussit son pari de fournir une synthèse très complète, exemplifiée, vulgarisée et rigoureuse, dont le contenu est validé par plusieurs historiens. Sans oublier la forme, diverse et enrichie de statistiques, d'extraits d'archives, de discours, de témoignages, de photos... L'auteur contribue *in fine* à déconstruire l'idée encore trop largement répandue dans notre mémoire collective que les Juifs ont subi leur sort... Comme le clamait l'historien Bernard Suhecky, il nous pousse plutôt à nous demander « comment se fait-il qu'ils aient résisté autant ! ». En filigrane, Michel Nejszaten tisse un lien avec notre présent, et son livre se veut une invitation à réfléchir à ce qu'est la contestation citoyenne, à notre société interculturelle, et à ce que peut « apporter un immigré »... particulièrement « lorsqu'un pays est dans une situation désespérée ».



Un « On est chez nous » d'exclusion

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t



Nation semble de plus en plus se profiler comme le seul parti d'extrême droite encore en capacité d'allier présence sur les médias sociaux, actions militantes et structuration en vue des élections. Cette alchimie en fait certainement la composante de ce courant la plus dangereuse à la veille d'une séance électorale importante. Déjà évoqué dans un précédent article¹, nous revenons ici sur une analyse de deux médias utilisés par ce parti.

Un front patriotique

« On est chez nous ! » ce slogan ayant inspiré le titre d'un intéressant film sur l'extrême droite en France, a été choisi par Nation pour son triptyque tracté ces dernières semaines par ses militant(e)s. Le slogan, accompagné du trident rouge et noir, symbole du mouvement, est placé sur un fond représentant une de leur manifestation lors de laquelle les militant(e)s portent des drapeaux belges et wallons ainsi qu'aux couleurs rouge et noir. À l'intérieur, trois thèmes sont développés. Les deux premiers – « djihad ne passera pas ! » et « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » – sont centrés sur l'immigration tandis que le troisième reprend un autre classique de l'extrême droite « ni socialisme, ni capitalisme, troisième voie ! »². On notera que les solutions aux « problèmes » soulevés ne sont que de l'ordre du répressif. Le dos est à nouveau centré sur l'immigration avec un « aidez Nation à garder la Belgique... belge » accompagné de la volonté de défendre « l'identité et la civilisation européenne ainsi que sa culture millénaire » en prônant la « remigration » et une laïcité à géométrie variable comme la pratique Marine Le Pen car « Nation combat l'extrémisme religieux et tous ceux qui veulent transformer notre société européenne au nom de leur religion ». Religion qu'il faut comprendre comme étant uniquement l'islam.

Parallèlement à ses (tentatives de) distributions de tract, qui sont par ailleurs l'occasion de relancer des coordinations antifascistes larges, Nation annonce sur son site qu'elle s'insère dans une recomposition du paysage politique par la création d'une alliance électorale³. Celle-ci, baptisée « coordination patriotique », portera le nom de « on est chez nous ». Cette annonce est renforcée par un « Flash Actu » enregistré et diffusé à la suite du 1^{er} tour de la présidentielle en France où Van Laethem se réjouit de la qualification au second tour de Marine Le Pen, avant de présenter le projet et de céder, à la toute fin de la séquence, la parole à Joseph Franz du Parti des Pensionnés.

TV Nation

Cette nouvelle est confirmée dans une capsule vidéo mise en ligne le 6 mai 2017. Intitulée « Forum », il s'agit d'une « émission de débat ». Le présentateur en est Olivier Frapchot, secrétaire général de Nation, qui accueille... Hervé Van Laethem, président de Nation, qui, très poliment, le remercie pour cette invitation au débat dont on pressent par avance qu'il sera tendu avec de nombreuses questions pièges. On notera que Van Laethem porte à la bouton-

nière un triangle qui apparaît parfois rouge, parfois vert⁴, ce qui n'est pas sans interpeller. Il répète que le projet est bien « une coalition électorale des forces patriotiques », basée sur l'acceptation de 10 points, qui sont majoritairement conformes à ce que l'on retrouve comme revendications dans le tract, et au sein de laquelle chaque formation garde sa liberté d'action. Le but est de favoriser le « vote patriotique » et de faire entendre le « lobby des petits Belges de souche ».

La vidéo est utilisée depuis plusieurs années par Nation qui a créé « TV Nation ». Celle-ci se décline via une chaîne Youtube (dont les liens à eux seuls démontrent le courant radical auquel appartient le parti) en plusieurs formats : un journal à la périodicité incertaine (en 2017 un numéro en janvier et un en avril), un forum que nous venons d'évoquer, et des « Flash Actu » plus courts que semble privilégier actuellement le mouvement. Nous allons à présent continuer l'analyse du contenu de quelques-unes des plus récentes vidéos, toutes présentées par Olivier Frapchot qui est loin d'avoir raté une carrière de présentateur. Techniquement, la bonne volonté est là mais les moyens ne suivent clairement pas et l'on frise parfois le ridicule. Par contre, on notera que de nombreux militants apparaissent à visage découvert dans les séquences qui contiennent également des indicateurs intéressants comme dans le journal d'avril 2017 ou l'on voit sur le mur⁵ un beau drapeau rouge avec en son centre un rond blanc contenant la croix celtique... Ou quand le naturel revient au galop. On constate également que Nation recrute dans les couches défavorisées de la population et que les actions menées le sont par un noyau composé de 5 à 20 personnes.

Nation s'inscrit dans une mouvance dite, pour reprendre la vidéo de présentation, « identitaire » et « solidariste » : « En effet, le terme « national-solidarisme » n'a pas de lieu d'être [sic] puisque le solidarisme est, par essence, quelque chose de national. En effet, pour résumé [sic], le solidarisme est une volonté d'appliquer la solidarité pour ceux qui le méritent, dans le cadre de la nation ! Et sans compter la forte connotation identitaire qui est liée au solidarisme, tel que défendu par NATION ! »⁶. L'identité est ici vue comme « les valeurs traditionnelles des peuples européens ». Van Laethem reconnaît cependant dans le dernier « Flash Info » mis en ligne que, bien qu'il n'apprécie pas l'expression, les dernières semaines et les quelques échos dans les médias montrent que « Nation représente l'extrême droite en Belgique francophone ». Cette clarification est suivie par un appel aux dons pour permettre le développement à la veille de la campagne électorale et pour permettre de maintenir actif le local de l'APF⁷.

Ce dernier fait l'objet de l'essentiel du numéro d'avril de « TV Nation » à l'occasion de la fête du premier anniversaire du local dont on souligne l'importance pour la visibilité et la structuration du mouvement identitaire européen. L'occasion d'y interviewer longuement le représentant de *Democracia Nacional*, mouvement particulièrement radical, qui insiste sur l'importance de la défense de l'Europe, de la culture commune et des liens histo-

riques, du respect de « la foi et de la tradition ». On notera avec grand intérêt cette notion de « foi » dans le chef de partis qui prétendent par ailleurs défendre une vision laïque de la société, ce qui renvoie à notre remarque sur le tract de Nation. Dans cette interview, la période qui suit Franco est qualifiée de « démocratie entre guillemets » et il y a une forte insistance sur le « système mondialisé » qui organise un « cordon sanitaire » et la « répression politique » contre les identitaires, cette répression étant un signe que le système tremble devant la contestation grandissante organisée par les « forces patriotiques ». Une thématique que l'on retrouve régulièrement, notamment quand il s'agit de montrer les arrestations des membres ou les interdictions de manifester subies par Nation. Un autre grand thème présent quasi constamment est celui de la « GPS », la « Grande presse subsidiée » ou « presse bienpensante », aussi définie comme les « merdias », qui n'est pas libre et n'est qu'un outil de propagande du système diffusant une « idéologie bisounours » pour endormir la population. Et bien entendu, les scandales politiques sont développés et utilisés pour montrer combien le système est corrompu avec mise en avant des actions de manifestation, notamment sur la citadelle de Namur. Un dernier aspect développé dans les outils de propagande vidéos de Nation est celui de l'aide au plus faible, avec la mise en avant d'action de maraudes envers les SDF belges et qui renvoie à l'aspect « solidariste ».

« On est chez nous »

Ce slogan dont, dans une des émissions de « TV Nation », Hervé Van Laethem revendique la paternité, risque donc de fleurir dans l'année qui vient. Si l'aspect amateur peut faire sourire et que le nombre de militant(e)s reste limité, le danger que constitue Nation, surtout si l'amorce de regroupement se développe, est réel et ne doit pas être minimisé. Son activisme lui permet de compenser son manque de moyen et pourrait lui permettre une présence réelle dans les futures campagnes électorales d'autant que les autres formations ne semblent pas en état de marche. Empêcher une structuration plus importante constituera donc un enjeu pour les mois qui viennent.

1 « Le triangle vert et autres découvertes dans le monde virtuel » in *Aide-mémoire* n°79 de janvier-février-mars 2017.

2 Voir « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31 de janvier-février-mars 2005.

3 Une information qui a été l'objet d'un billet sur *La Première*.

4 Sur le triangle vert diffusé par Nation, voir à nouveau « Le triangle vert et autres découvertes... », art. cit.

5 À 18'13" pour être précis.

6 Toutes les citations proviennent de textes ou de vidéos présents sur le site de Nation début juin 2017.

7 *Alliance for Peace and Freedom*, soit l'alliance pour la paix et la liberté, regroupe les partis de la mouvance radicale identitaire au sein de l'extrême droite européenne. On y retrouve notamment Aube Dorée.



LA PREMIÈRE

SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »

Les villes ou les communes

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Boleoil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaumont, Châteauneuf, Châteaubleau, Chimay, Chiny, Cincy, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farcienne, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Lierneux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohéy, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot du (nouveau) Président

Par Jérôme Jamin

Je me suis rendu pour la première fois aux Territoires de la Mémoire il y a presque 20 ans. À l'époque, l'association était certes déjà bien sur pied en tant que structure avec une assemblée générale, un conseil, des subsides, un peu de personnel et des locaux, mais à bien des égards tout restait à faire : l'outil était prêt mais il n'avait pas encore été beaucoup utilisé ! Le projet était réussi, mais il allait devoir faire ses preuves ! Le personnel était aux commandes mais l'orage n'était pas encore passé ! Car il faudra tenir le cap face à un futur qui sera finalement bien plus sombre que ce qui était prévu lorsqu'au début des années 1990, l'extrême droite entra pour la première fois dans les Parlements et qu'au passage le racisme et la haine se banalisaient dans la société.

L'Histoire s'est accélérée et le combat ne commence pas, ne commence plus, il est devenu permanent. L'extrême droite parlementaire n'est plus la principale menace, ses idées cir-

culent seules, elles ont pris le relais de façon parfois autonome, ses mots et sa vision du monde se retrouvent parfois là où on ne les attend pas !

L'Histoire s'est accélérée mais aujourd'hui, le défi de l'association est relevé. Elle est une institution, son expertise est reconnue et des structures étrangères viennent à Liège pour voir comment refaire des « Territoires de la Mémoire », ailleurs.

Dans ce contexte, il est inutile de promettre des développements ou des projets totalement nouveaux, le défi est clair : consolider l'acquis et innover là où c'est possible ! ●●



Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Education à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.
Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs.
• ISSN 1377-7831